

IMMIGRATION

POURQUOI LA CRISE DE CEUTA
FAIT TREMBLER L'EUROPE

PRÉSIDENTIELLE

NON, MARINE LE PEN N'A
PAS ENCORE GAGNÉ !

TEST

QUELLE PART
DE MACRON
SOMMEILLE EN
VOUS ?

3,90€



N°1534

Du 6 au 12 août 2026

www.marianne.net

Marianne

LA VÉRITÉ N'A PAS DE MAÎTRE



**Il a beaucoup
d'argent, des médias,
des amis haut placés...
et des ennemis**

XAVIER NIEL

L'INTOUCHABLE

*Enquête au cœur
de son système*



L 12811 - 1534 - F: 3,90 €



© D. RICHARD / AFP

SOLIDARITÉ CANICULE, INCENDIES

Faites un don sur fondationdefrance.org

ou par chèque à l'ordre de Fondation de France - Solidarité canicule, incendies
60509 Chantilly Cedex

La Fondation de France lance un appel à la solidarité
pour venir en aide aux personnes impactées aujourd'hui et dans la durée.

**Fondation
de
France**

**La Fondation
de toutes les causes**



Ceuta, un naufrage européen

A entendre certains, la crise éclair qui a agité l'enclave espagnole de Ceuta ne serait qu'un banal fait divers – une « panique morale », l'expression désormais réglementaire pour disqualifier toute inquiétude qui a le malheur de déplaire aux bien-pensants. Après tout, l'immense majorité des quelque 50 000 migrants marocains qui ont déferlé sur la petite ville côtière entre le jeudi 30 et le vendredi 31 juillet ont franchi la frontière dans l'autre sens quelques heures plus tard pour repartir. Circulez, y a rien à voir, donc ? Ce serait négliger la panique qui a saisi la population locale forcée de se claquemurer chez elle (lire notre reportage p. 16), oublier les plus de 70 personnes mortes par noyade en voulant rejoindre l'enclave. Mais cette désinvolture a surtout pour objectif de minorer les implications graves de l'épisode de Ceuta pour l'avenir de l'Europe.

Entre une gauche tellement aveuglée par son angélisme qu'elle préfère se couvrir les yeux et une droite qui s'est jetée dans la dénonciation de l'Espagne quitte à prêter le flanc aux ennemis de l'Europe, il convient de démêler sans manichéisme les intrications géopolitiques complexes de cette crise. Premier constat : l'espace Schengen est en état de mort cérébrale. Des débats existent sur l'origine de l'afflux de Marocains à Ceuta. Beaucoup évoquent un arrêt du Tribunal suprême espagnol, début juillet, rendant illégal le recours aux « *refoulements immédiats* » pour les migrants arrivant par la mer. D'autres estiment que le plan massif de régularisation des clandestins annoncé par Pedro Sánchez en janvier a produit un immense appel d'air : alors que le dispositif devait concerner 500 000 personnes, 1,2 million de dossiers avaient été déposés fin juin, tandis que Sánchez s'est lancé dans une campagne médiatique internationale pour convaincre que « *l'Occident a besoin des migrants* ».

L'Espagne a le droit d'estimer que l'immigration de masse est la solution pour son avenir. Le problème, c'est qu'elle n'est pas seule : l'espace Schengen assure la liberté de circulation à l'intérieur de l'Europe, et l'ouverture des frontières espagnoles a des conséquences qui touchent tous les autres États membres de la zone. En décidant unilatéralement d'accueillir des centaines de milliers d'immigrés dans son pays, Pedro Sánchez impose aux autres peuples d'Europe l'adoption d'un modèle qu'ils sont presque unanimes à rejeter : celui des sociétés multiculturelles, accueillant sans restrictions les personnes étrangères, y compris

lorsqu'elles viennent de civilisations, de cultures différentes, et ne montrent pas de volonté particulière de s'assimiler. Un idéal désormais ultra minoritaire, en témoigne la lettre adressée par 22 États (sur 27 !) de l'Union européenne aux dirigeants des institutions communautaires, dénonçant la politique migratoire espagnole. L'enjeu du contrôle des frontières sera central pour l'avenir de l'Europe. Et les réactions à la crise de Ceuta sont une énième pierre dans le jardin des fédéralistes, qui rêveraient d'imposer leurs politiques à l'échelle du continent en contournant la volonté démocratique des nations.

On aurait toutefois tort de s'engouffrer, comme le fait la droite européenne, dans une accusation sans nuances de Pedro Sánchez sans voir que l'Espagne a très probablement fait l'objet d'une opération de déstabilisation menée par le Maroc. De nombreuses informations pointent la passivité suspecte, voire la complicité des forces de l'ordre du royaume dans l'afflux de migrants, dans un contexte d'hostilité affichée à l'égard du voisin espagnol. Pedro Sánchez sortait d'ailleurs tout juste d'une visite chez le rival algérien, ce qui aurait pu inciter Mohammed VI à « punir » ce rapprochement. Le tout sous le regard bienveillant des alliés du Maroc, les États-Unis et Israël, ulcérés par ce gouvernement espagnol qui ose défier leur politique brutale au Moyen-Orient en employant le terme « génocide » pour dénoncer les massacres à Gaza et en refusant l'utilisation par les Américains des bases aériennes andalouses au début de la guerre contre l'Iran. L'« invasion » de Ceuta doit aussi être interprétée comme une menace contre un État européen qui ose adopter une voix diplomatique indépendante.

Ce n'est pas la première fois que l'arme migratoire est utilisée par des pays qui n'hésitent pas à instrumentaliser des populations civiles pour déstabiliser un pays européen : le Maroc l'avait déjà employée en 2021 contre l'Espagne, tout comme la Biélorussie, cette même année, contre la Pologne et la Lituanie, ou encore la Turquie en 2020 contre la Grèce. Tétanisée face à un instrument de guerre hybride qui s'appuie sur ses scrupules moraux à refouler l'immigration, même irrégulière, l'Europe a longtemps été incapable de réagir. Aujourd'hui, les dirigeants européens tournent casaque et semblent prêts à abandonner l'espace Schengen sans se soucier de l'attaque menée de l'extérieur contre un pays membre de l'UE. Voilà qui en dit long sur l'état délabré d'une Europe empiétrée dans ses propres contradictions. ■

SOMMAIRE



8

L'ÉVÉNEMENT

XAVIER NIEL, L'INTOUCHABLE

14 Niel-Knafo : l'étonnante proximité

3 LA GRIFFE d'**Hadrien Mathoux**
Ceuta, un naufrage européen

5 LA TRIBUNE de **Bassem Asseh**
Non, Marine Le Pen n'a pas encore gagné
la présidentielle

6 **Ce que Marianne en pense**
- Iuliia Mendel, du cœur à l'outrage
- Attal, la réformette en chantant

Marianne RACONTE
16 Crise à migatoire à Ceuta :
"On a l'impression d'avoir été abandonnés"

Marianne RACONTE
18 Au Porge, la "lutte des classes"
face aux défaillances de l'État



21

46 **Mieux vaut en rire !**

48 COURRIER ET JEUX

50 LE MOT DE LA FIN par **Frédéric Taddei**
Arrêtons notre cinéma

LE DESSIN de **Le Meur**



Bassem Asseh

Non, Marine Le Pen n'a pas encore gagné la présidentielle

Contributeur à la Fondation Jean-Jaurès, Bassem Asseh était premier adjoint de la maire PS de Nantes, chargé de la sécurité. En mars, il a décidé de se retirer après l'annonce de la fusion avec LFI. Il nous invite à relativiser les sondages donnant la candidate du RN victorieuse en 2027. Et si on les avait lus trop vite ?

Depuis des mois et des mois, le même chiffre revient. Marine Le Pen en tête, à 34 ou 35 % au premier tour. Les commentateurs en tirent une conclusion qui a l'allure d'une évidence : la présidentielle est pliée, le Rassemblement national, qualifié d'avance, le second tour, déjà écrit. On discute désormais du nom de l'adversaire que le RN battra, plus vraiment de la possibilité qu'il perde ! Et pourtant... Ce chiffre ne dit que ce qu'on lui fait dire ! Il faut regarder comment il est construit. Les intentions de vote publiées par Ipsos ou Elabe ne sont pas calculées – sauf erreur de ma part – sur l'ensemble des Français. Elles le sont sur une base restreinte : les inscrits qui se déclarent « certains d'aller voter » chez Ipsos, ceux qui ont « l'intention de se rendre aux urnes » chez Elabe. On prend les électeurs déjà décidés, déjà mobilisés et on répartit 100 % entre eux. Les autres, ceux qui hésitent encore, sortent du cadre. Le sondage les relègue le plus souvent en note de bas de page, avant de les écarter du décompte.

Prenez le sondage OpinionWay de juillet pour les Échos. Marine Le Pen y est donnée à 35 %. Mais lisez la ligne du bas, en petits caractères : « 15 % des sondés ne se sont pas prononcés. » Ces 15 % ne réapparaissent nulle part : on a ramené le total à 100 sur les seuls électeurs qui ont cité un nom. Marine Le Pen n'est donc pas à 35 % des Français, mais à 35 % de ceux qui ont déjà choisi. Et encore : ces 15 % ne mesurent que le refus de répondre, pas l'hésitation ou l'indécision. Parmi ceux qui ont répondu, beaucoup peuvent encore changer d'avis d'ici au scrutin. Ces « autres » sont pourtant probablement nombreux, si ce n'est les plus nombreux. Le sondage Odoxa-Backbone pour *le Figaro*, en mai 2025, l'écrivait : 27 % seulement des Français savaient alors pour qui ils voteraient et 58 % étaient incapables de citer un « président idéal » pour 2027. Un an plus tard, l'incertitude n'a pas cédé de terrain.

Ce mode de calcul donne mécaniquement le plus de poids aux électors les plus mobilisés. Et l'électorat le plus mobilisé, aujourd'hui, c'est celui du Rassemblement national. Le parti à la flamme fait quasi le plein de ses électeurs aux européennes de 2024, 84 % d'entre eux, selon Elabe. À l'inverse, dans plusieurs hypothèses de second tour, les électeurs du centre et du Parti socialiste s'abstiennent massivement : six sur 10 ! Le sondage photographie donc seulement une France déjà décidée, tendue vers les options les plus radicales, et laisse ainsi dans l'ombre une majorité qui n'a pas tranché.

Je ne dis pas que l'avance du RN est un mirage. Sa progression est réelle, portée par un travail d'ancrage qui rassure une partie des électeurs, même sur le terrain socio-économique, mais elle est suramplifiée dans les chiffres actuels par cet effet de loupe méthodologique propre à l'exercice. Je ne dis pas non plus que les indécis basculeraient à gauche par une sorte de loi cachée : personne ne sait où ils iront, et c'est justement le point que je souhaitais mettre en lumière. Depuis 1995, les sondages réalisés un an avant une présidentielle se sont régulièrement « trompés », si on les considère comme des prophéties alors que ce sont des images instantanées : utiles mais partielles tant que le taux d'indécis n'est pas pris en compte. Il y a enfin une donnée que les tableaux d'intentions de

vote laissent de côté. Quand Ipsos, pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et *le Monde*, interroge plus de 10 000 électeurs sur ce qui déterminera leur vote, ce sont les enjeux économiques et sociaux qui dominent : la santé, le pouvoir d'achat, l'éducation, neuf des 11 thèmes jugés les plus déterminants. L'immigration et la sécurité pèsent aussi, mais moins qu'on ne le répète. La gauche aurait tort d'y voir un terrain déjà sien. Si le Rassemblement national progresse, c'est en partie parce qu'il rassure ceux qui réclament une protection économique et sociale – à tort ou

à raison, c'est une autre affaire. La bataille de 2027 se jouera là et elle n'est, à ce stade, gagnée par personne.

C'est là que la lecture fataliste des sondages devient une faute politique. À force de répéter que tout est joué, on décourage les électeurs qui hésitent, on démobilise ceux qui pourraient faire la différence et l'on transforme une projection fragile en prophétie. Le sondage cesse de décrire le réel pour commencer à le produire ! La gauche républicaine aurait tort de se laisser enfermer dans ce récit. Elle n'est pas en position favorable, loin de là. Mais elle n'a pas perdu non plus, et rien dans les chiffres actuels ne l'y condamne !

Ce que ces enquêtes mesurent le mieux, ce n'est pas un résultat mais une attente restée sans réponse : une majorité de Français qui veut voter sur la base de réponses sur des sujets précis et n'a pas encore trouvé qui les porte. Cette majorité n'est acquise à personne. Elle est à convaincre. C'est le seul enseignement qui vaille à neuf mois du scrutin, et c'est bien assez pour mener campagne. **M**

**À force de répéter
que tout est joué,
on décourage les
électeurs qui hésitent
et l'on transforme
une projection fragile
en prophétie.**

Le portrait crashé par **Antoine Margueritte**

IULIA MENDEL, du cœur à l'outrage

C'est le principe des poupées russes : l'une cache l'autre. Mais cette fois le nouveau visage est ukrainien : après Xenia Fedorova, interdite de territoire français pour son action de propagandiste digne d'un agent pro-russe dans les médias du groupe Bolloré, voici Iuliia Mendel. La femme de 39 ans jouit d'une légitimité tout autre, que le *Journal du dimanche* n'oublie pas de mentionner en couverture de son édition du 2 août : « L'exporte-parole de Zelensky charge le président de l'Ukraine ». Malin, le journaliste qui mène l'entretien omet de préciser que les deux années que l'experte en philologie a effectuées à la présidence sont bien antérieures au début de la guerre, il y a quatre ans. « Dès juin 2022, tout a changé. J'ai commencé à découvrir les mécanismes de corruption, les manipulations », se fend celle qui n'était alors plus attachée de presse depuis près d'un an. Elle passe par ailleurs sous silence le fait qu'elle a quitté son poste après de fortes tensions avec des journalistes ukrainiens, qui lui ont notamment reproché d'avoir bousculé physiquement l'un d'entre eux. Plus grotesque : celle qui aurait ouvert les yeux sur la corruption à partir de juin 2022 a publié, le 13 septembre de cette même année, un livre intitulé *le Combat de nos vies* et sous-titré *Mes années avec Zelensky. La bataille de l'Ukraine pour la démocratie*. Le temps que la découverte infuse et que ses yeux s'habituent à la lumière, sans doute.

Dès la réélection de Donald Trump, en 2024, celle qui s'est reconvertie dans le journalisme appelle à « mettre fin à la guerre », car « l'Ukraine s'affaiblit chaque jour ». Une position politique qui n'en fait pas une seconde Fedorova, mais voilà que l'opposante à Kiev a changé de dimension : en mai dernier, la jeune femme est invitée en majesté dans le podcast de Tucker Carlson, soutien déçu de Donald Trump, hôte de Vladimir Poutine en 2024.

Dans l'émission, Mendel déplore la corruption dans son pays – qui existe –, mais aussi le positionnement de Zelensky et... son addiction à la drogue, tout en avouant ne l'avoir jamais vu en consommer.

Et dans le JDD ? La dissidente assène que son ancien patron serait « devenu le principal problème de [s]on pays », évidemment, mais surtout qu'il demeure « le principal bénéficiaire de cette guerre » ; un « narcissique » à la tête d'une « autocratie ». Si l'Ukraine n'est pas une paisible démocratie occidentale, les critiques du pouvoir semblent avoir voix au chapitre, comme le montrent les manifestations anti-Zelensky et les discours d'opposants, qui rejettent aussi majoritairement Iuliia Mendel. Quelques mois plus tôt, en janvier, elle affirmait qu'Andriy Yermak, ancien chef de cabinet du président ukrainien, pratiquait des rituels de magie noire avec de l'eau utilisée pour laver des cadavres. Même Xenia n'osait pas. ■



CAC 40

On n'arrête pas le profit !

Ça ruisselle drôlement bien. Pas dans l'économie réelle – au vu du taux de croissance riquiqui attendu cette année (+0,7 %) –, mais en Bourse, parmi les multinationales cotées à Paris en particulier. Selon les scrupuleux pointages réalisés par les *Échos*, les entreprises du CAC, au premier semestre, enregistrent une hausse de leurs bénéfices de... 40 %, avec 74 milliards d'euros réalisés. Cette somme se convertira au moins partiellement en dividendes sonnants et trébuchants pour les actionnaires. Les anticapitalistes comparent souvent la Bourse à une économie de casino. Mais c'est désormais pis, ou mieux. Les actionnaires ne semblent même plus jouer à la roulette. Pile, ils gagnent ; face, ils engrangent. À ce jeu, la technique consiste à tirer parti de tout. Le pétrole flambe sur les marchés ? La compagnie TotalEnergies fait tourner sa machine à cash (9,6 milliards réalisés en six mois à peine, soit une croissance de 70 %). L'IA fait trembler les salariés ? Peut-être, mais des sociétés comme Legrand et Schneider voient dans le boom des centres de données une opportunité pour vendre leurs équipements électriques dernier cri. Les banques se restructurent à grands coups de fermetures d'agences ? Oui, mais au moins elles maîtrisent leurs coûts et continuent leurs juteux « deals » dans la banque d'affaires. Même les constructeurs automobiles, comme Renault et Stellantis (Peugeot-Citroën-Fiat-Chrysler), déficitaires en 2025 à la même époque du fait de provisions pour prévenir d'éventuels coups durs, retrouvent le chemin des profits. En fait, tout roule... autour de la corbeille, s'entend. ■ **Franck Dedieu**

LE CHIFFRE QUI CHIFFONNE

15 euros

Tout augmente, même au Parti socialiste. Pour participer à la prochaine primaire, il faudrait s'acquitter de 15 €.

À comparer aux 2 € de 2017.

Mais l'édition « fermée » pour 2027 se limitera aux seuls militants du PS ou de ses partis alliés, comme Place publique.



RIEN NE L'ARRÊTE
Le patron
de Renaissance
relance l'idée
de réduire de
40 % le nombre
de députés et
de sénateurs.

PRÉSIDENTIELLE

Attal, la réformette en chantant

En pleine léthargie estivale, l'annonce se veut tonitruante. Dans un entretien au JDD, Gabriel Attal promet « la plus grande réforme institutionnelle depuis 1958 ». Rien que ça. Le patron de Renaissance, et président de son groupe à l'Assemblée, propose de réduire le nombre de parlementaires : de 577 députés à 350 et de 348 sénateurs à 200. Le but ? Un travail parlementaire plus « efficace » et « plusieurs centaines de millions d'euros » d'économie par an. Une idée empruntée à Emmanuel Macron, qui, en 2017, défendait déjà cette réforme rapidement enterrée par le Sénat.

Le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques s'est penché sur cette proposition dès 2018. Et est arrivé à cette conclusion : déjà avec un tiers de députés en moins, entre « 35 et 50 départements [n'auraient] plus qu'un seul député ». Soit un élu pour 171 500 habitants, du jamais-vu en Europe. Une vision managériale de la représentation à l'efficacité incertaine et qui pose problème pour « l'égalité des électeurs » et le pluralisme politique. En France, le scrutin majoritaire donne une prime au parti arrivé en tête aux

législatives. « Moins il y a de députés, plus la prime va être élevée. Les petits partis ou partis hors alliance auront alors moins de chances d'être élus », soutient Olivier Rozenberg, coauteur de l'étude et chercheur à l'université romaine Luiss. De cette diminution des effectifs des partis d'opposition découle un autre risque : voir des élus aux profils de plus en plus homogènes. « Ceux qui tireront leur épingle du jeu seront les plus introduits aux partis. On aura moins de chances d'avoir des figures politiques originales », renchérit le politiste.

Bref, tout sauf un renversement de table. Quant à l'argument financier, si cher à Gabriel Attal et à Emmanuel Macron, lui non plus ne tient pas la route. Si la réforme permettrait bien d'économiser 100 millions d'euros par an (soit une réduction de 20 % du budget de la chambre basse), cela ne représente que 0,03 % du budget global de l'État. « Le budget des assemblées en France est conforme à ce qu'on voit ailleurs. Ce n'est pas une gabegie pour une grande démocratie », conclut Olivier Rozenberg. In fine, la seule garantie de cette réforme semble être la détérioration du lien, déjà fragile, entre électeurs et parlementaires. **M** **Valentine Daru**

Football

INFANTINO : LE COUP DE TROP ?

Si la corruption morale et l'appât du gain qui empoisonnent le monde du sport avaient un visage,

ce serait celui de Gianni Infantino, sémillant président de la Fédération internationale de football (Fifa), qui accumule les polémiques et les milliards depuis son accession à la tête de l'instance, en 2016.

Pour le dirigeant helvético-italo-libanais, c'est bien simple : aucune limite éthique ne saurait constituer un obstacle suffisant pour empocher toujours plus d'argent. C'est ainsi que, à la tête de la Fifa, il a arrosé de subventions les responsables véreux de petites fédérations nationales, créé des compétitions sans intérêt au mépris de la santé des joueurs, attribué l'organisation de Coupes du monde à des dictatures (Russie, Qatar, bientôt Arabie saoudite) dans des conditions opaques, instauré un « prix de la paix de la Fifa » pour l'attribuer à son grand ami Donald Trump, et même modifié les règles du football lors du dernier Mondial, en imposant des pauses fraîcheur pour multiplier les revenus publicitaires et en doublant la durée de la mi-temps de la finale afin d'organiser un grand spectacle inspiré des shows du Super Bowl américain. La bonne surprise, c'est que, même dans le foot, la crapulerie a des limites : le projet d'Infantino de vendre des parts de la Coupe du monde à des investisseurs privés a fait disjoncter le monde du ballon rond, et devant la menace de l'UEFA (la fédération européenne) de boycotter la prochaine Coupe du monde, le président de la Fifa a annoncé renoncer à son projet. Alors qu'il était assuré d'être réélu pour un troisième mandat en mars 2027, Infantino est désormais plus menacé que jamais, et ses adversaires tentent même d'obtenir sa démission. Parfois, il y a une justice ! **M** **Hadrien Mathoux**

Il aurait mieux fait de se taire

“Vous voulez que je vous révèle le nom de son officier traitant ? C'est Soljenitsyne.”

PHILIPPE DE VILLIERS, ironisant, dans le JDD du 2 août, sur l'intermédiaire qui aurait recruté l'agente d'influence russe Xenia Fedorova.



A portrait of Xavier Niel, a middle-aged man with dark hair, wearing a dark suit and a white shirt. He is looking slightly to the left with a serious expression. His hands are clasped in front of him. The background is a dark, textured grey.

L'ÉVÉNEMENT

Hackeur du système

XAVIER NIEL **l'intouchable**

Le patron de Free et propriétaire du "Monde" est-il vraiment le milliardaire le plus cool de France ? Pas vraiment si l'on en croit ceux qui ont eu le malheur de se dresser sur sa route. Il est en tout cas l'un des plus puissants, capable de mettre son réseau au service de ses caprices et de ses antipathies.

Par Édouard Roux

« Tenez, je vous l'offre ! » Xavier Niel tend son livre *Une sacrée envie de foutre le bordel* au député UDR et rapporteur de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public, Charles Alloncle, à la fin de son audition le 2 avril. Le ton est mi-rigolard, mi-agressif. Il faut dire que le patron de Free vient de se faire cuisiner pendant plus de deux heures par ce proche d'Éric Ciotti. Les échanges ont été si virulents que Niel a menacé de quitter la salle et que le président de la commission, Jérémie Patrier-Leitus, a dû suspendre la séance. Le titre de l'ouvrage est-il un message codé ? Qui, au juste, s'apprête à « foutre le bordel » ?

Un mois et demi plus tard, le 21 mai, *Paris Match* publie sur son site un article intitulé : « Moment de détente pour Charles Alloncle et sa compagne ». Titre qui sera rectifié deux heures plus tard : « Moment de détente pour Charles Alloncle et sa collaboratrice ». Un papier signé par une certaine Anne Tucoy, la même qui avait écrit le publi-reportage sur Jordan Bardella et sa princesse, quelques semaines auparavant. Anne Tucoy n'existe pas : c'est un pseudo, signe que l'affaire est sensible. Deux photos « volées », et non signées, accompagnent le texte. La première montre le député UDR en compagnie de sa collaboratrice dans Paris ; la seconde les surprend devant son domicile.

L'affaire s'emballe : Alloncle s'insurge sur X contre ces « méthodes mafieuses » ; Mediapart suggère que le milliardaire et gendre de Bernard Arnault (propriétaire de *Paris Match*), Xavier Niel, serait derrière cet article avec l'agence Bestimage – autrefois détenue par la papesse de la presse people, Michèle « Mimi » Marchand –, qu'il a renflouée à hauteur de 3,7 millions d'euros. L'intéressé dément.

La passion des potins du Tout-Paris

Faut-il y voir une vengeance du patron de Free contre ce jeunot de 32 ans qui l'a forcé à s'expliquer sur ses farmineux contrats avec l'audiovisuel public ? Un règlement de comptes après que son groupe audiovisuel Mediawan, leader européen qu'il a fondé avec Pierre-Antoine Capton et Matthieu Pigasse, eut été passé sur le gril ? Parmi les reproches adressés par le rapporteur, les profits considérables de ces trois hommes d'affaires faits sur le dos des contribuables.

Au sein de *Paris Match*, les langues se délient : « L'article sur Alloncle s'est décidé sans que la rédaction soit au courant. On l'a découvert comme beaucoup de monde... », glisse un employé, qui perçoit derrière ce « scoop » une commande. Mais une commande de qui ? « On sait que Jérôme Bégé [le patron du journal] est proche de Pierre-Antoine Capton et de Xavier Niel », abonde un autre salarié. La direction du magazine n'a pas donné suite à nos sollicitations. Quant à Charles Alloncle, il a porté plainte contre *Paris Match* pour atteinte à la vie privée.

Chez Niel, cependant, la « paparazzade » et les potins du Tout-Paris sont une passion. Une façon de se tenir informé du milieu... mais aussi de garder un éventuel pouvoir de nuisance. Selon le site L'Informé, il lorgne d'ailleurs

aujourd'hui sur un jeune talent nommé Clément Garin, influenceur sur les réseaux sociaux souvent bien renseigné (c'est lui qui a révélé la garde à vue après une transaction de cocaïne de la journaliste Émilie Tran Nguyen) qu'il pourrait bientôt financer. Contacté, Clément Garin n'a pas voulu faire de commentaires. Des yeux et des oreilles partout : Bestimage, Garin... mais aussi Chloé Morin. Cette politologue passée par le cabinet de Jean-Marc Ayrault lui fournit des analyses sur les tendances et sujets de société. Mais elle dispose d'une autre corde à son arc : « *Elle voit beaucoup de gens dans les cercles puissants, notamment les communicants, et recueille des verbatims qu'elle balance ensuite à Niel...* », rapporte un habitué de l'Élysée. La politologue n'a pas répondu à nos sollicitations.

Loin du visage du stand-uppeur sympa

Il ne faut pas embêter Xavier Niel. Avant son affrontement avec Charles Alloncle, le milliardaire était déjà sorti de ses gonds en montrant un visage bien éloigné de celui du stand-uppeur sympa et plein d'autodérision, visible lors de « Comment devenir milliardaire », le show qu'il a donné à l'Olympia. Les syndicalistes de *la Provence* s'en souviennent. Rembobinons le film. En 2021, Bernard Tapie, actionnaire majoritaire du quotidien marseillais est emporté par un cancer. Par la suite, Xavier Niel, qui détient les

10 % restants, et Rodolphe Saadé, avec son groupe CMA CGM, se positionnent pour racheter les parts du défunt. Or le patron de Free, lui-même déjà au capital, dit posséder un droit d'agrément qui lui permet de valider ou non l'arrivée d'un nouvel actionnaire. De son côté, Rodolphe Saadé propose un prix démentiel pour racheter le journal : 81 millions d'euros, soit quatre fois le prix de base !

Une bataille juridique oppose alors les deux hommes. Rodolphe Saadé présente aux équipes de *la Provence* son projet, que les syndicats approuvent. Coup de théâtre : un beau jour, sans prévenir et après des mois de silence, Xavier Niel débarque dans les locaux du quotidien. Une scène lunaire, selon les syndicats, qui lui reprocheront son attitude, avant qu'une brouille éclate et que le directeur de la rédaction, Jean-Christophe Serfati, lui demande de quitter les locaux. « *Il nous a fait du chantage : si vous ne vous opposez pas à Saadé, je coule la boîte* », glisse un ancien membre du Syndicat national des journalistes du quotidien marseillais. Des propos que l'intéressé a nié avoir tenus à l'époque. Résultat ? Le projet de Saadé est tout de même retenu et les deux milliardaires trouvent un accord à l'amiable : Xavier Niel vend ses parts.

« *Tout est rapport de force chez lui. Tout est chantage, menaces... Et en même temps, c'est un type drôle, direct, qui peut être sympathique. Une personnalité ambivalente... très*



ZÉLÉ
ENTREMETTEUR
Thierry Solère,
"conseiller
officieux"
de Macron, a mis
en relation ce
dernier avec le
magnat de la tech.



SOURIRES CRISPÉS

Après l'enquête en six épisodes du "Monde" – détenu par Xavier Niel, ici avec sa compagne, Delphine Arnault – Bernard Arnault s'est fendu d'un message acerbe sur X.

perturbante », confie un capitaine d'industrie qui a fréquenté Xavier Niel. « C'est un gars qui vient de nulle part. Qui échappe à toute règle, à toute contrainte. Il a réussi à intégrer le cœur du système et s'est assis à la table des puissants », abonde un haut fonctionnaire, toujours proche du milliardaire.

Une vie romanesque que celle de cet enfant de la classe moyenne de Créteil, né en 1967. Comme il le raconte dans son seul en scène de l'Olympia, le premier geek de France démarre sa carrière comme... hacker, à 17 ans. Il s'amuse à pirater des ordinateurs et se retrouve mentionné dans un article du *Monde*, en 1987, pour avoir réussi à voler les numéros de téléphone de voitures ministérielles, mais aussi celui du président, François Mitterrand. Qualifié de « pirate » par le journaliste, il réplique qu'il suffit d'avoir un ordinateur « à moins de 1000 francs » et un peu de jugeote.

À la fin des années 1980, sans diplôme, le jeune Xavier se lance dans le Minitel rose : de très rentables services de messagerie érotique, facturés à la minute. En 1991, il crée sa société, Iliad, puis lance notamment 3617 annu, un annuaire inversé qui permet de retrouver l'identité d'un abonné à partir de son numéro de téléphone, avant de fonder Free, en 1999, une révolution dans le milieu d'Internet et de la téléphonie.

Un parcours éclair freiné en 2004 par une mise en examen pour « proxénétisme et recel d'abus de biens sociaux » dans une affaire de peep-shows et de sex-shops. Niel passe un mois au quartier VIP de la prison de la Santé, comme il l'explique sur scène, où il distille des conseils à son public. Comme ces mots du magistrat Renaud Van Ruymbeke à son adresse, lorsqu'il sort de prison : « Mordez la ligne jaune, mais ne la dépassez jamais. » Un mantra qu'il dit avoir suivi à la lettre tout au long de sa vie.

Hommes d'affaires, entrepreneurs, communicants, ambitieux aux dents longues... il intègre ces nouveaux cercles sans forcer. Et y rencontre un jeune banquier de

Rothschild : Emmanuel Macron. « Ils se sont trouvés en matière de disruption. Il est le seul du business à être proche de Macron », assure un connaisseur du Tout-Paris. Pour cet observateur privilégié, cette relation a permis au milliardaire d'élargir son carnet d'adresses déjà bien fourni, mais aussi d'asseoir son pouvoir auprès des politiques. « Il a la protection du chef de l'État. Mieux, il a son oreille », ajoute un ancien ministre, étonné de la place qu'a prise auprès de celui qui aime lancer aux employés de l'Élysée : « Je ne mets jamais de cravate, sinon vous ne me reconnaîtriez plus ! »

Hélène Arnault et Rachida Dati en ennemies

Peut-on dire qu'il est le second cerveau du président de la République ? Certains le pensent. Le redoutent. Ou le déplorent. Exemple ? Brigitte Macron. La première dame se laisse parfois aller à des confidences, comme lors de ce déjeuner, le 6 mai, auprès de ses copines Hélène Arnault, Mélissa Bouygues et Dominique Ouattara (première dame de Côte d'Ivoire) : « C'est quelqu'un [Xavier Niel] de noir, lâche-t-elle. Il n'a qu'une obsession : vouloir détruire la famille Arnault. »

Brigitte Macron est en effet proche d'Hélène Arnault, femme du puissant patron de LVMH. Celle-ci n'a pas hésité à monter au créneau en sa faveur lorsque des rumeurs complotistes sur sa prétendue transsexualité étaient publiées sur les réseaux sociaux. Quant à l'ancienne professeure de théâtre, elle sait aussi défendre son amie lorsque les journaux publient des articles sévères à son encontre. Et dans la brouille familiale qui oppose Hélène Arnault au patron de Free, son gendre, depuis près de quinze ans, Brigitte Macron a évidemment choisi son camp. Une dispute qui serait liée à de nombreux off distillés dans la presse et à des articles contre son mari, disent les pro-Hélène. Plutôt à la nomination de Delphine Arnault à la tête de Dior au détriment d'Alexandre, l'un des trois fils d'Hélène Arnault, racontent les pro-Xavier.

Niel s'est fait une autre ennemie : Rachida Dati. Avec l'ancienne ministre de la Culture, l'inimitié est encore plus mystérieuse. Au point qu'en 2024, au salon Choose France, Emmanuel Macron lui a demandé de se rabibocher avec le milliardaire en sa présence. « *Jamais de la vie ! Je préfère perdre mon job plutôt que de faire la paix avec ce connard !* », lui a-t-elle répondu devant des témoins estomaqués.

Cette piètre estime que lui porte une partie de l'entourage de Macron n'empêche pas le chef de l'État de ménager sa grande susceptibilité. Ainsi, le 17 juin, le président reçoit Donald Trump au château de Versailles, avec des patrons d'industrie, comme Bernard Arnault ou Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies. Pas invité, Niel voit rouge. Il décroche son téléphone pour s'en plaindre au locataire de l'Élysée. L'offense est effacée et Niel trouve place au dîner.

Cette relation privilégiée avec le président est pour l'ancien hackeur autant une fierté qu'un levier. « *Son grand truc, c'est de faire venir les entrepreneurs à l'Élysée et qu'ils rencontrent Macron. Comme à Disneyland avec Mickey. Il passe sa vie à dire qu'il parle à Macron, à montrer ses SMS* », ironise un entrepreneur de la tech. Qui peut le plus peut le moins : son entrentent s'étend à d'autres figures de la Macronie, comme Thierry Solère. Ce « conseiller officieux » du chef de l'État, 13 mises en examen au compteur, est l'un des plus zélés entremetteurs. C'est lui qui a mis en relation Niel et le chef du gouvernement, Sébastien Lecornu. D'après nos confrères de *Libération*, le Premier ministre et le milliardaire se sont rencontrés lorsque le premier occupait le ministère des Outre-Mer, courant 2020. Un coup de foudre amical illustré par des vacances dans la propriété du boss de la tech au Cap-Ferret, mais aussi des dîners à son domicile parisien, avec bon nombre de décideurs publics.

Immobilier pour briller

Pour réseauter, la proximité avec le chef de l'État n'est pas son seul atout. « *Niel utilise ses accès aux défilés Dior [dont la grande patronne est sa compagne, Delphine Arnault]. Les femmes des hommes d'affaires qu'il côtoie sont ravies de s'y montrer...* », raconte une *business woman* autrefois habituée des podiums. Une méthode habile pour se rapprocher de ses copains industriels, mais aussi pour choyer ses concurrents. Il n'est pas rare en effet de voir la compagne du milliardaire russe (aujourd'hui israélien) Iouri Milner au premier rang des défilés... tout comme celle de Rodolphe Saadé.

Son patrimoine immobilier demeure également une carte maîtresse pour être au centre des affaires. Un exemple : l'hôtel Lambert, aujourd'hui transformé en fondation, situé sur l'île Saint-Louis, qu'il rachète au Qatar en 2022 pour plus de 200 millions d'euros. C'est dans cet hôtel particulier qu'il organise un dîner, la même année, avec une vingtaine de convives, dont le patron d'OpenAI, Sam Altman, le président du directoire de Publicis, Maurice Lévy, mais aussi l'ancien ministre du Numérique, désormais au Quai d'Orsay, Jean-Noël Barrot. Une pépite architecturale du XVII^e siècle qu'il a louée 1 million d'euros par mois à Iouri Milner.

C'est un aspect moins connu de sa réussite fulgurante : Xavier Niel fait montre d'un appétit insatiable pour l'immobilier parisien et les hôtels particuliers, « *une fringale d'achats immobiliers qu'il finance par la dette* », précise un homme d'affaires qui le fréquente. Tour d'horizon non exhaustif : l'hôtel Coulanges, l'aérogare des Invalides ou l'hôtel de Bauffremont, où son ami le chef Jean Imbert – aujourd'hui rangé des fourneaux après des accusations de violences conjugales – s'occupait de la carte...

Influent quoique solitaire dans son business, Niel a même l'aura d'un gourou dans le secteur qui l'a enrichi : la tech. Grâce à des participations dans des centaines de boîtes, dont l'École 42, qui forme au codage informatique des jeunes talents autodidactes, ou la Station F, le plus grand campus de start-up au monde, le milliardaire fait à peu près ce qu'il veut. Il est capable de lâcher un jeton de plusieurs millions d'euros sur un bon pitch d'une jeune pousse de l'entrepreneuriat, et possède, autour de lui, une armée de startupers loyaux, fascinés et dévoués. L'envers du décor ? Ce sont aussi souvent des « *sbières dociles qui ont peur*, corrigent ses détracteurs, *des petites mains qui disent amen à tout. D'autant qu'ils n'ont pas le choix* ».

Il y a trois ans, l'un d'entre eux a été confronté à l'autre visage du patron « cool » de Free, après un différend sur



une question de rachat de parts. « Il était ivre de rage. C'étaient des menaces du type "moi je suis milliardaire, je suis puissant, je contrôle les médias". Comme si j'avais commis un crime. Il a pris mon téléphone pour voir s'il n'était pas enregistré. » La suite ? Une mort sociale dans le milieu, un soutien quasi nul des autres investisseurs, y compris de ses propres avocats. « Je me suis dit un moment : est-ce que je suis fou ? J'avais l'impression d'avoir le monde entier contre moi. Le plus dingue, c'est qu'il est tellement puissant qu'il n'a même pas besoin de vous faire quelque chose : les gens s'effacent d'eux-mêmes... »

Un pouvoir politique crucial au "Monde"

Dans le monde des médias, en revanche, les opinions demeurent partagées. Niel est devenu l'unique actionnaire du *Monde*, en plus de posséder le *Nouvel Obs*, *Nice-Matin*, des parts dans Brut, sans compter ses participations minoritaires dans une myriade de petits médias. « Les seuls patrons importants en politique sont ceux qui contrôlent les médias, explique un ancien patron de presse, qui ne le voit pas pour autant s'ingérer dans le contenu éditorial. « Xavier a donné son indépendance au *Monde*. Il n'a pas touché au pouvoir de la rédaction. »

Un storytelling contredit en partie par des journalistes de son groupe de presse. À l'*Obs* : « Il avait dit que s'il y

"Il a la protection du chef de l'État. Mieux, il a son oreille."

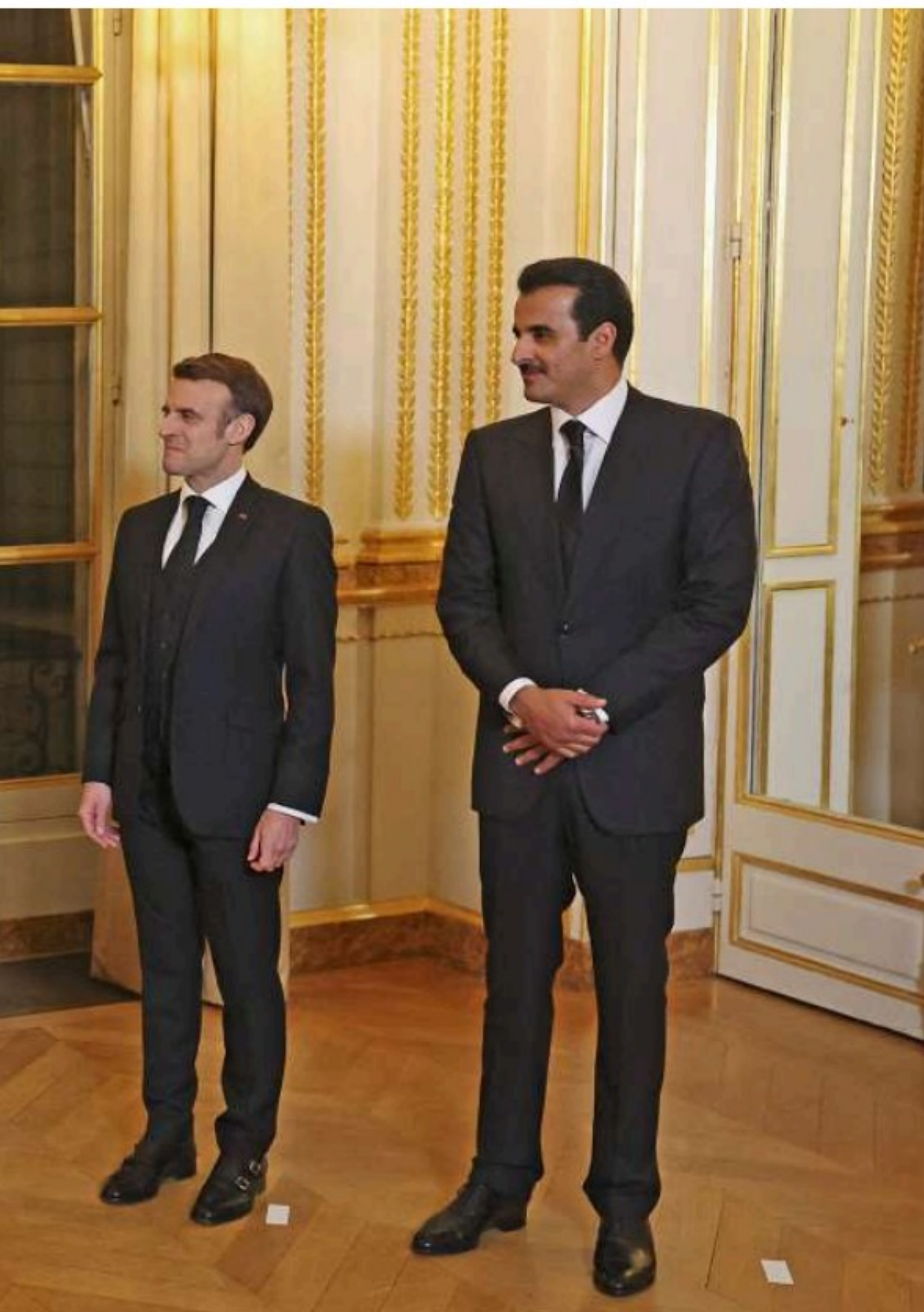
UN ANCIEN MINISTRE

avait encore de la rébellion, des grèves, il vendrait tout, et fermerait le journal », affirme un ancien de la maison. Au *Monde*, le pouvoir de Niel peut prendre d'autres chemins. Officiellement, comme nous l'assure un membre du conseil de gérance de la Société des rédacteurs du *Monde* (SRM), « Niel n'est jamais intervenu et ne le pourrait pas, vu la légitimité et le pouvoir de la direction élue et de la société des rédacteurs ». Reste que l'actionnaire détient un pouvoir politique crucial : celui de désigner un candidat pour la direction du journal, et même de l'imposer s'il n'est pas élu par la rédaction. C'est ce que certains rédacteurs ont rappelé le 23 juin, lors de la dernière assemblée générale de la SRM. Elle était consacrée au calendrier de l'élection du prochain directeur, avancée à mars 2027. « Beaucoup sont tombés des nues car ils pensaient que la rédaction était vraiment indépendante et avait tous les pouvoirs », raconte une plume présente. Or des journalistes ont rappelé que la seule fois où la rédaction a retoqué un candidat (Jérôme Fenoglio), l'actionnaire a exigé qu'elle revote. Ce qui lui a permis de recueillir les 60 % de suffrages prévus par les statuts. Qu'en sera-t-il pour le prochain ? C'est un secret de polichinelle : Luc Bronner, actuel correspondant à Jérusalem, est à ce jour le seul candidat pressenti.

Ce pouvoir de soumettre un candidat au vote de la rédaction n'est pas unique dans la presse : c'est le cas aussi à *Libé*. Mais au *Monde* on va jusqu'à redemander de voter quand le compte n'y est pas, ce qui fait tache pour un journal se targuant d'être un paragon d'indépendance. D'autant que ce n'est pas le seul pouvoir dont le patron de Free dispose. « Niel connaît très bien la rédaction. Il a plein de relais. C'est une illusion de penser qu'il n'intervient pas », ajoute cette source. C'est aussi ce que semble penser son beau-père, Bernard Arnault, objet d'une enquête en six épisodes du quotidien. Dans un long droit de réponse – écrit avec sa femme Hélène ? – publié sur X, le patron de LVMH a glissé une pique à l'adresse de... Xavier Niel : « [L'article] paraît dans un quotidien dont l'un des actionnaires individuels, dans la vie civile, se trouve être mon "gendre". Il faudra qu'on m'explique un jour, calmement et sans ironie, la géométrie exacte de l'indépendance éditoriale française. Je la trouve fascinante. Je paierais volontiers la formation. »

Mais encore plus que ce qui s'écrit dans le quotidien du soir, c'est à ses silences qu'on mesure l'influence du grand patron – laquelle prend souvent la forme d'une autocensure. La preuve ? Le scoop de Mediapart sur l'implication présumée de Xavier Niel dans la paparazzade du député Alloncle n'a fait l'objet d'aucune reprise ; pas une ligne, pas une brève. **M**

Contacté par *Marianne*, Xavier Niel n'a pas souhaité s'exprimer publiquement.



SUR TOUS LES FRONTS
Niel utilise également le statut de patronne de Dior de sa compagne pour réseauter avec les femmes des hommes d'affaires. Ci-contre, le couple avec les Macron et le cheikh Tamim ibn Hamad al-Thani, émir du Qatar.

Ma pote de droite

Niel-Knafo : l'étonnante proximité

Il est l'ami de Macron. Elle partage la vie et les idées de Zemmour et combat le macronisme. Pourtant, les deux ont noué une relation étroite. **Par Édouard Roux**

C'est une proximité inattendue. D'un côté le patron de Free, propriétaire du *Monde* et très proche d'Emmanuel Macron, de l'autre l'eurodéputée Reconquête!, compagne d'Éric Zemmour, qui passe son temps à dénoncer le coût de l'immigration et les dépenses faramineuses de l'État.

« Sarah a rencontré Xavier lors de son passage à la Cour des comptes. Il a tout de suite accroché à sa personnalité brillante », témoigne un ami de longue date de « SK ». Une amitié qui se serait renforcée durant le Covid, grâce à l'application Clubhouse, qui permettait de créer des salons de discussion et de débats sur invitation.

Pourtant, lorsqu'on interroge l'entourage de la députée européenne, un malaise se fait sentir. « C'est un tabou de parler de lui », évacue un ancien proche de l'énarque. « Sarah connaît beaucoup de monde ; elle peut parler avec un mec puissant pendant une heure, puis passer voir un boucher du Gard, défend Stanislas Rigault, ex-patron de Génération Z, les jeunes zemmouristes. C'est un réseau à 360 degrés, horizontal, vertical. Et puis, Niel ne l'a jamais protégée dans ses journaux ! »

Certains relèvent que lors des municipales à Paris la candidate Rachida Dati a été bien plus maltraitée que Sarah Knafo : la première a eu le droit, entre juin 2025 et mars 2026, à une trentaine d'articles du *Nouvel Obs* (détenu par Xavier Niel), contre une petite dizaine pour la seconde.

Pendant la campagne des municipales, « Xavier a dit beaucoup de bien de Sarah, notamment de son programme économique », raconte un proche du patron de Free. L'impétueux milliardaire n'aurait d'ailleurs pas apprécié qu'elle se désiste au profit de Rachida Dati, dont il espérait la défaite. Mais, selon nos informations, c'est un autre oligarque qui a poussé l'élue Reconquête! à renoncer : Vincent Bolloré, épaulé par Nicolas Sarkozy. Contactée sur ce point précis,

Sarah Knafo dément d'un laconique : « Fake news. » « Xavier et Sarah se sont un peu embrouillés à ce moment-là. Il n'a pas supporté qu'elle se retire au profit de Rachida », nuance une proche de Dati, qui a suivi la campagne de près. Les deux amis ne se seraient pas échangés de SMS depuis trois ou quatre mois, expliquent des proches.

Cette proximité entre les deux figures s'est manifestée à une autre occasion : la commission d'enquête parlementaire sur l'audiovisuel public. Parmi les personnalités convoquées, trois actionnaires du groupe audiovisuel Mediawan : Pierre-Antoine Capton, Matthieu Pigasse et Xavier Niel. Or Sarah Knafo a été la première à mettre sur le devant de la scène ce vaste sujet en 2025. Son mantra ? « Privatisons l'audiovisuel public. » Dans un premier temps, la trentenaire a surtout été dépitée de ne pas pouvoir participer à la commission, étant députée européenne. D'autant que c'est son vieux copain de Sciences Po Paris, le député UDR Charles Alloncle, qui est désigné rapporteur. « Elle n'a pas supporté de voir son idée reprise par d'autres. C'est encore plus dur quand c'est un proche qui prend votre place... », glisse-t-on dans son entourage.

Rôle dans la "paparazzade" de Charles Alloncle ?

Or, selon nos informations, l'eurodéputée Reconquête! a tenté d'interférer avant que les convocations de la commission ne soient envoyées. Aux premiers jours de cet exercice démocratique, elle demande à voir Charles Alloncle. Ils se retrouvent dans un café. La compagne d'Éric Zemmour déconseille alors « fortement » à Charles Alloncle de s'« attaquer » à Pierre-Antoine Capton et à Xavier Niel, deux « très bons amis », deux « mecs bien qui profitent juste d'un système », rapporte un ami commun de Sciences Po. La candidate à la Mairie de Paris lui explique, de nombreuses minutes durant, que cela pourrait avoir des conséquences sur la carrière politique d'Alloncle. Stupéfait de son insistance, le député a fait part de l'épisode troublant à plusieurs de leurs amis communs. « Encore une intox », dément à nouveau Sarah Knafo auprès de nous. Contacté, Charles Alloncle n'a pas souhaité réagir.

Mais ce n'est pas tout. Certains s'interrogent sur le rôle de Knafo dans la « paparazzade » publiée dans *Paris Match* le 21 mai, montrant Charles Alloncle et sa collaboratrice déambulant à Paris. Le soir même de cette publication, l'eurodéputée rejoint quelques amis dans un bar parisien. D'après un témoin, la jeune femme a échangé avec Xavier Niel, par SMS, au sujet de cet article. Auprès de *Marianne*, Sarah Knafo réfute encore. « Je me demande qui essaie de vous enfumer. »

Pour qui Knafo roule-t-elle ? D'abord pour elle-même. Elle s'apprête à publier un livre, *Le Casse du siècle*, le 2 septembre, aux éditions Fayard, propriété de Vincent Bolloré. Un « livre révolutionnaire » qui entend dénoncer les responsables du gouffre financier dans lequel se trouve la France. Le nom de Xavier Niel apparaîtra-t-il dans les remerciements ? ■

PROTECTRICE
Sarah Knafo aurait « fortement » déconseillé au député Charles Alloncle de s'en prendre à Xavier Niel lors de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public.





Crise migratoire à Ceuta

“ON A L'IMPRESSION D'AVOIR ÉTÉ ABANDONNÉS”

RÉPRESSION La grande majorité des migrants entrés illégalement dans l'enclave espagnole n'a pas pu échapper aux patrouilles militaires et policières.



Lâchée par son propre gouvernement, délaissée par les partenaires européens, dupée par le Maroc... La population de Ceuta, 80 000 habitants, a été désorientée le 30 juillet par une déferlante humaine. Reportage.

Par **Diane Cambon**, envoyée spéciale à Ceuta

Les festivités liées à la célébration de la Vierge d'Afrique, la sainte patronne de Ceuta depuis 1421, auront en 2026 un goût amer. Le parc Juan Carlos I, où les forains installent chaque année leurs manèges pour une semaine de fiesta, est jonché de débris, vestiges de la déferlante humaine qui s'est abattue sur la ville en quelques heures. Tous les concerts ont dû être annulés et les manèges sont restés fermés. Seule reste au programme la

procession de la Vierge. «*Nous garantissons la sécurité du défilé [...] et des fidèles*», a annoncé solennellement à la presse locale un délégué du gouvernement de Ceuta. Près d'une semaine se sera alors écoulée depuis la crise migratoire sans précédent qui a plongé l'enclave espagnole, un territoire lilliputien de 18 km², dans un état de choc.

Entre le jeudi matin 30 juillet et le vendredi midi, près de 50 000 migrants ont

fait sauter toutes les mesures de sécurité de l'enclave. L'équivalent de 60 % de la population de Ceuta pénétrait illégalement par la mer mais aussi par le poste frontalier de Tarajal sous le regard impuissant des forces de l'ordre espagnoles. Le Maroc venait d'ouvrir les vannes des migrants permettant à des milliers de personnes, majoritairement des jeunes, de gagner chaque recoin de Ceuta. Plus de 70 d'entre elles sont mortes en tentant de rejoindre

à la nage la plage, où l'on peut encore voir des bouées et des tongs échouées sur le sable et entre les rochers.

Un régal pour l'extrême droite

Une crise migratoire d'une ampleur exceptionnelle et qui, en un temps record, s'est muée en un séisme politique européen. Des secousses ont même atteint le bureau de Donald Trump. L'occasion étant trop bonne pour le président des États-Unis de fustiger la politique migratoire d'« extrême gauche » du leader espagnol, avec lequel il entretient des relations houleuses. En Europe, les réactions de solidarité avec l'Espagne, un pays dont « la souveraineté a été mise en péril », selon les mots de son leader, Pedro Sánchez, n'ont pas été à la hauteur des attentes. Menés par l'Italie, plusieurs membres de l'Union européenne ont demandé d'exclure l'Espagne de l'espace Schengen. « Les partis européens d'extrême droite se sont régalés des scènes de panique à la frontière, pouvant ainsi alimenter leur théorie de l'invasion étrangère, et ont contribué ainsi à diviser l'Europe sur la question migratoire », explique Luis de la Corte, professeur de science politique à la Universidad Autónoma de Madrid. À commencer par la formation espagnole Vox, laquelle a appelé les Espagnols à se défendre par leur propre moyen contre cet « assaut ». Celui-ci n'aura duré toutefois que quelques heures puisque, dès le lendemain, près de 45 000 candidats à l'exil, escortés par les militaires espagnols déployés en toute hâte, prenaient la route du retour dans une longue procession vers le poste-frontière sans avoir pu même acheter une bouteille d'eau.

Il faut dire que la ville s'est refermée sur elle-même dès le jeudi. Les 80 000 habitants se sont appliqué un couvre-feu. Les commerçants ont tiré les rideaux de leurs devantures, cafés et restaurants ont cessé tout service, et les habitants apeurés se sont cloîtrés chez eux, tandis que les touristes regagnaient les ferries en direction du port andalou d'Algésiras. Le calme est depuis revenu en apparence. Les commerces sont de nouveau ouverts et, aux terrasses des cafés du centre-ville – à l'architecture coloniale –, retraités et touristes sont de nouveau attablés devant quelques tapas. « La vie a repris, évidemment, mais il y a une tension et une méfiance qui flottent dans l'air », confie Carmen, une professeure de 56 ans. Comme la majorité des résidents, elle ne parle que de ça : l'« invasion ». Un mot qui revient sur toutes les bouches. Cette mère de famille avoue avoir eu très peur lorsqu'elle a vu

Les commerçants ont tiré les rideaux de leurs devantures, les habitants apeurés se sont cloîtrés chez eux et les touristes ont regagné les ferries.

courir dans les rues des hordes de jeunes, la plupart pieds nus. « En mai 2021, lorsque 8 000 immigrants étaient entrés en force, j'avais participé aux groupes de soutien aux migrants. On leur avait donné de l'eau et des sandwiches, car on les voyait dormir à la belle étoile dans les parcs et cela nous faisait de la peine. Cette fois, je n'ai pas osé sortir de chez moi », assure-t-elle en détournant le regard.

À l'époque, cette arrivée massive survenait après des semaines de tensions diplomatiques entre l'Espagne et le Maroc autour de l'accueil sur le territoire ibérique de Brahim Ghali, un des chefs du Front Polisario, mouvement qui défend l'autodétermination du Sahara occidental réclamé par le Maroc. Or, cette fois, rien ne laissait prévoir une telle déferlante humaine en représailles d'un conflit diplomatique. Certes, la visite en juillet de Pedro Sánchez en Algérie peut avoir froissé Rabat. « Le gouvernement espagnol a été naïf. Le Maroc n'est pas un allié fiable, même si l'Espagne représente son premier partenaire économique », assure Luis de la Corte.

« On a l'impression d'avoir été abandonnés à notre sort, avec la sensation que le Maroc peut nous rayer de la carte en un coup de trait », explique un conseiller municipal socialiste de Ceuta, qui ne comprend pas comment le gouvernement central n'a pas mis en place une cellule de crise. Ce sentiment d'abandon est partagé par la majorité des habitants de Ceuta, toutes confessions religieuses et politiques confondues. La dirigeante du Mouvement pour la dignité et la citoyenneté, Fatima Hamed, première femme musulmane à la tête d'un parti politique, reproche aussi au gouvernement central d'avoir sous-estimé la situation : « On ne peut pas demander de l'aide dès qu'il y a une alerte migratoire. Nous devons être dotés d'un protocole sécuritaire extraordinaire toute l'année, car la pression est permanente. Le centre d'accueil des migrants est toujours saturé », rappelle-t-elle.

Postes de contrôle improvisés

Situé à l'écart du centre-ville, le Ceti, le centre de séjour temporaire des immigrants, affiche complet depuis le début de l'été. Depuis l'arrivée massive du jeudi 30 juillet, des centaines de personnes campent aux abords du centre, où on leur distribue parfois des paniers-repas. Pour Assana, âgé de

14 ans, pas question de rentrer au pays. « Je veux rester ici et ensuite retrouver un cousin à Barcelone ou à Marseille. Il n'y a pas d'espoir au Maroc pour moi. Quand j'ai vu que les gens couraient vers la frontière, j'ai saisi ma chance et j'y suis allé. Je n'ai même pas eu besoin de nager, la porte était ouverte. »

Dans les quartiers résidentiels, les habitants se barricadent en installant des barrières à l'entrée des rues et tiennent des postes de contrôle à tour de rôle. Pedro, la quarantaine, ne se déplace plus que muni d'un couteau : « On les voit encore partout, beaucoup sont poussés à voler car ils n'ont rien à manger. Nous ne nous sentons pas rassurés. » Selon les autorités locales, ils seraient encore des milliers dans Ceuta, espérant trouver une place au centre d'accueil ou embarquer illégalement à bord d'un ferry. Ils se réfugient dans les collines ou dans la zone marécageuse de l'enclave, cherchant à fuir les patrouilles militaires et policières. Même dans le quartier de El Principe, où vit une grande partie de la communauté musulmane, laquelle représente 43 % de la population de Ceuta, les migrants ne sont pas les bienvenus. Abdul, qui tient un négoce de fruits secs près de l'embarcadere, est encore abasourdi par cet « événement » : « Nous autres, musulmans, on se doit de proposer une aide à un frère, mais là on a été débordés. C'est totalement inacceptable de la part du Maroc. »

À en croire les services secrets espagnols, le Maroc n'a opposé aucune résistance au flot de migrants qui se dirigeait vers Ceuta. Des organisations criminelles de passeurs auraient favorisé cette avalanche humaine, profitant d'une faille juridique sur les expulsions à chaud. Une explication partagée par le gouvernement de Pedro Sánchez, lequel cherche à calmer la polémique avec le Maroc. Or cet argument ne convainc ni la droite, dans l'opposition, ni même les alliés de gauche de l'exécutif. Le parti Sumar y voit une opération de déstabilisation réalisée avec la bénédiction des États-Unis et d'Israël, pays dont l'ambassadeur auprès des Nations unies a remis en cause la souveraineté espagnole des deux enclaves, Ceuta et Melilla. Or, à Ceuta, la menace du Maroc, qui n'a jamais cessé d'avoir un œil sur ces deux territoires, est aujourd'hui plus que jamais prise au sérieux. ■

Matière inflammable

Au Porge, la “lutte des classes” face aux défaillances de l’État

Certains habitants du Porge (Gironde) pensent que leur village, ravagé par les flammes, a été sacrifié au profit des villas de luxe du Cap-Ferret. Les pompiers justifient leurs choix par l’objectif de sauver un maximum de vies, ce qui n’excuse pas certains manquements. **Par Marine Légié**

D’un côté, Le Porge et ses 180 maisons calcinées par les flammes. De l’autre, la presqu’île du Cap-Ferret, ses villas luxueuses avec piscines et ses quartiers finalement épargnés. Depuis le mégafeu qui a ravagé les alentours du bassin d’Arcachon dans la nuit du 23 au 24 juillet, ce contraste nourrit la colère de nombreux habitants de ce village aux 3 600 âmes.

Après le choc est venu le moment d’exiger des réponses. Sur le groupe WhatsApp Plainte collective - Incendie, créé dès le 25 juillet par Ludvine Daurignac, plus de 800 Porgeais se sont spontanément rassemblés pour exiger des explications sur la gestion de l’incendie qui a détruit plus de la moitié de leur commune. Et envisagent de porter plainte contre X.

Face aux caméras, Laurent n’a pas mâché ses mots : « Quand on a fui, c’était les portes de l’enfer. Certains habitants ont désobéi aux ordres et sont restés pour sauver le village, pour sauver quelques maisons. Ici, ce ne sont pas des maisons secondaires comme sur la presqu’île. Ce sont des gens qui travaillent, qui triment toute la journée, qui gagnent le smic. De toute manière, ce n’est qu’une lutte des classes. »

L’expression est brutale mais elle résume l’état d’esprit d’une grande partie de la commune aujourd’hui : le sentiment d’avoir été sacrifiée sur l’autel des privilégiés du Cap-Ferret. Une accusation qui resurgit régulièrement après les grandes catastrophes.

En 2001, lors des inondations de la Somme, certains avaient affirmé que les eaux avaient été volontairement détournées pour protéger Paris – une théorie ensuite réfutée. Après la tempête Xynthia, en 2010, de nombreux sinistrés vendéens avaient également dénoncé des décisions prises trop loin du terrain.

“Nous, on n’a pas le bras long”

Alain Deyres, ancien maire du Porge, fait partie des bénévoles chargés d’organiser le retour des sinistrés. Devant les ruines encore fumantes des maisons de ses voisins, il déclame auprès de Marianne : « La population locale est soudée comme jamais. Il y a tout à gérer. Tout est détruit. Mais ça, c’est la conséquence de bêtises, de l’incompétence des gens qui sont là-haut, qui nous dirigent. Nous, c’est cette France profonde. On paye des impôts, mais on n’a pas le bras long. J’espère que, comme pour la cathédrale de Paris, l’État va trouver de l’argent pour reconstruire notre village. »

C’est avant tout un sentiment d’impuissance qui prime. Le feu est parti le 22 juillet sur la commune voisine de Saumos avant de progresser rapidement vers leur village. « Il a pris très vite, raconte Romain, un habitant du Porge. On a balancé des litres et des litres d’eau – nous, les civils – parce que, malheureusement, les pompiers n’avaient pas l’ordre de rentrer dans les bois. Ils avaient celui d’attendre le feu au niveau des grands axes. »

Après les grands incendies qui avaient calciné Le Pyla voisin en 2022, Romain a équipé son pick-up d’une citerne de 1 000 litres. Avec d’autres bénévoles et plusieurs agriculteurs, ils ont tenté de ralentir l’arrivée des flammes. « On était tout seuls. Les pompiers n’étaient pas là. Ils nous ont abandonnés, poursuit-il. Après, ce n’est pas leur faute, c’était l’apocalypse. Certains ont d’ailleurs tenté de désobéir pour essayer de sauver nos maisons. Mais ils vont se prendre des rappels à l’ordre. Le problème, c’est plutôt leurs chefs. »

Ce débat rejoint une critique plus large des méthodes de lutte contre les feux de forêt en Gironde. Ludovic Pollet, ancien pompier professionnel et habitant de Lège-Cap-Ferret, explique à Marianne que les secours girondins ne fonctionnent pas comme ceux des Landes : « Les pompiers des Landes, eux, vont directement chercher le feu. À l’inverse, la doctrine opérationnelle, en Gironde, c’est d’attendre le feu sur la piste forestière et de faire une ligne d’appui, statique ou dynamique. Les pompiers ouvrent les lances en même temps, pour essayer de stopper le feu, mais à partir de la piste. » Une différence d’approche qui alimente aujourd’hui les interrogations. D’autant plus que Ludovic Pollet questionne le positionnement des engins : « Il y en avait peu au Porge et à Lège-Cap-Ferret, tandis que les secours étaient majoritairement positionnés à Lège-Bourg et sûrement à la pointe du Cap-Ferret. Je pense qu’il va falloir qu’ils justifient ce positionnement. »

Au fil des heures, le feu grossit. L’évacuation du Porge devient inévitable. Et sur ce point, également, les habitants disent avoir été délaissés. « L’évacuation du Porge a été zéro, du début jusqu’à la fin, tranche Romain. Ce sont les habitants qui se sont donné le mot pour partir. » Plusieurs riverains affirment n’avoir



COLÈRE
Un collectif de victimes
créé dès le 25 juillet
exige des réponses
transparentes.

reçu aucune alerte officielle avant de voir les flammes approcher. Certains n'ont reçu l'ordre officiel d'évacuation qu'après avoir quitté leur domicile, d'autres disent avoir été prévenus quelques minutes seulement avant l'arrivée du feu.

La question des alertes est aujourd'hui au cœur des interrogations du collectif de victimes. Au Porge, beaucoup pointent la défaillance de la sirène communale. « Notre pompier municipal a essayé de la déclencher de force, mais sans succès, développe Romain. Il a ensuite fait le tour des habitations en voiture. » Mais c'était vers 1 heure du matin, et donc, trop tard. Plusieurs axes sont devenus impraticables, explique encore ce témoin : « La route de Lège était bloquée par le feu. La route du Temple, bloquée par le feu. Celle de Claouey, également. On était encerclés. »

Face à un tel désastre, une question revient sans cesse : pourquoi le Porge a-t-il autant souffert alors que la presqu'île du Cap-Ferret a été préservée ? Le contraste nourrit les soupçons. D'un côté, Le Porge, commune populaire où le prix moyen des maisons tourne autour de 4500 € le mètre carré. De l'autre, la presqu'île du Cap-Ferret, l'un des marchés immobiliers les plus chers de France, où certaines propriétés en bord

de bassin dépassent 20 000 € le mètre carré. Xavier Niel, Philippe Starck, Guillaume Canet, Jean Dujardin ou encore Benoît Bartherotte y possèdent des propriétés. Une géographie sociale qui explique, sans la prouver, la conviction de certains habitants d'avoir été moins bien protégés que leurs riches voisins.

Bientôt un retour d'expérience

Les autorités, elles, contestent toute logique de protection privilégiée. La préfète de Gironde, Sophie Brocas, souligne qu'il s'agissait d'« un feu inédit », dont le comportement a surpris les spécialistes. De son côté, le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) de Gironde a assuré qu'aucune partie du territoire n'avait été abandonnée et qu'un retour d'expérience devrait permettre d'analyser les décisions prises au plus fort de la crise. Le lieutenant-colonel David Annotel, du Sdis de l'Essonne, a rappelé qu'« à aucun moment les pompiers n'ont réfléchi selon que les maisons étaient au Porge ou au Cap-Ferret ». Leur priorité reste la même : protéger d'abord les personnes, puis les biens.

Noël Dalus, avocat au barreau de Paris et bon connaisseur de la Gironde où il a vécu vingt-cinq ans, explique que ce choix ne lui

paraît pas devoir soulever de questions : « Il y a plus d'habitants dans la presqu'île du Cap-Ferret qu'au Porge. En plus, la presqu'île du Cap-Ferret, ce n'est pas que des baraques hors de prix. Il y a aussi des gens qui y vivent à l'année, des campings, plein de touristes. » Et, « géographiquement, il n'y a qu'une seule route étroite pour y accéder. Le fait que les pompiers aient voulu la dégager pour éviter que les gens ne soient bloqués dans la presqu'île [...] paraît logique », selon lui.

Xavier, habitant du Porge, qui a perdu sa maison, est prêt à entendre tous ces arguments, mais, comme 800 personnes, il a décidé d'adhérer au collectif WhatsApp Plainte collective - Incendie. « Si notre village a été sacrifié pour sauver des vies, on peut le comprendre mais on doit être vigilants, assure-t-il. On a des anciens pompiers qui critiquent les choix qui ont été faits. On veut des réponses transparentes. »

D'autant que d'autres questions demeurent : une mauvaise coordination entre la Défense de la forêt contre les incendies et les pompiers, ou les contraintes administratives imposées aux agriculteurs volontaires lors de l'incendie. Pour l'ancien maire Alain Deyres, au fond, le problème est global : « Ce qu'il faut, aujourd'hui, ce sont des moyens, du bon sens et moins de paperasse. » ■

Débranchez. Gardez l'essentiel.

Votre été avec
Marianne

1€ pour
2 MOIS



Découvrez
nos
offres



offres.marianne.net

Exclusif, le premier classement des services secrets européens

n° 3917-3918 semaines du 30 juillet au 12 août 2026

L'EXPRESS

PSEUDOSCIENCES

Les médecines alternatives
noyautent l'université

MI6, DGSE, services ukrainiens ...

LE PALMARÈS DES MEILLEURS ESPIONS

EXCLUSIF
Le premier classement
des services secrets
européens

DOSSIER SPÉCIAL DE 28 PAGES
NUMÉRO DOUBLE

M 01722 - 3917S - F: 7,90 € - RD III



EN VENTE ACTUELLEMENT

TROUVER UN
POINT DE VENTE



22

PRÉSIDENTIELLE : ET SI RIEN NE SE PASSAIT COMME PRÉVU ?

BRIGITTE MACRON : ET SI C'ÉTAIT ELLE ?



SOMMAIRE

l'été
de **Marianne**

4/6



PRÉSIDENTIELLE : ET SI RIEN NE SE PASSAIT COMME PRÉVU ? 22
Brigitte Macron : et si c'était elle ?

Les concepts qui feront la campagne de 2027 24
Nationalisation : en mode Mauroy ?

Goldman, un chanteur politique 25
L'antiraciste

LES PLUS GROS FOURS ÉLECTORAUX 26
Pécresse, celle qui a entraîné la droite dans sa chute

VIVEMENT LA RENTRÉE 28
Raphaël Glucksmann, l'été en pente raide

CES MORTS QUI ONT ENFLAMMÉ LES THÉORIES 30
François de Grossouvre, une balle dans la tête à l'Élysée

Être un homme après #MeToo 32
#MeToo au bureau : la loi du silence et la méfiance

Ces films à succès... qu'on ne pourrait plus faire 33
"C'est arrivé près de chez vous"

PROMENADE AU BOIS DE BOULOGNE 34
La loi des lumières

Un été pas si écolo 36
Nettoyer les plages... une fausse bonne idée

On carbure aux hydrocarbures 37
Le charbon, roi de nos maisons ?

LES RESTOS ROUTIERS DANS LE (RÉTRO)VISEUR 38
Mission casse-croûte

Que sont devenues ces stars du foot ? 40
Yoann Gourcuff

Le test 41
Quelle part d'Emmanuel Macron sommeille en vous ?

CES BATAILLES AUDACIEUSES 42
Perdu dans les montagnes d'Iran

QUI EST LE PLUS GRAND DES FRANÇAIS ? 44

25

GOLDMAN, UN CHANTEUR POLITIQUE L'ANTIRACISTE



40

QUE SONT DEVENUES CES STARS DU FOOT ? YOANN GOURCUFF



ET SI C'ÉTAIT ELLE ?

Le bloc central est mal barré. Édouard Philippe a des problèmes, Gabriel Attal aligne les platitudes, Raphaël Glucksmann est... Raphaël Glucksmann, et Gérald Darmanin, trop à droite. Face à Marine Le Pen, les stratèges de l'Élysée cherchent l'homme providentiel. Et c'est... **Par Vladimir de Gmeline**

Le parc est vraiment joli au mois de septembre. Les portes-fenêtres sont ouvertes, l'air est sec et immobile : « Quand même, ça a bien cramé. » Brigitte est debout sur le perron, devant la grande terrasse. Elle regarde. Les arbres, la pelouse à l'herbe jaunée, les massifs de fleurs fatigués malgré l'entretien et les arrosages. Le murmure de la ville est assourdi, mais Emmanuel n'a pas entendu pour autant. « Qu'est-ce que tu as dit ? » Il est derrière elle maintenant, en bras de chemise. Il sent toujours aussi bon, ou bien c'est l'odeur de la terre brûlée, elle ne sait pas bien. Le mélange des deux, sans doute. « Quatre canicules depuis fin mai, qu'est-ce que tu veux qu'ils fassent ?, demande Brigitte. On peut avoir les meilleurs jardiniers du monde, forcément, ça crame et ça jaunit. » Elle sourit : « Ça me manquera, quand même. » Emmanuel ne sait pas trop quoi dire. Ils sont revenus depuis deux semaines, et déjà il saute d'un avion à un autre, d'un congrès à un forum, félicite les pompiers, rassure les pêcheurs, et s'apprête à repartir pour Kiev. Peut-être un peu plus frénétique que d'habitude. De belles vacances et un dernier été à Brégançon, un week-end au Touquet. Il y a encore des fans. Des selfies, des sourires, des mains qui se tendent. Il a toujours ce truc, les yeux dans les yeux. « Bon, on y va ?, dit-il, parce que là on a un vrai problème à régler. »

Conseiller 1 et Conseiller 2 sont assis à la table, avec leur cahier de notes. Conseiller 1 transpire un peu. On ne met plus la clim, parce qu'il fait moins chaud, mais quand même, il aurait bien aimé qu'on la laisse. Sa

chemise le serre. Elle trouve que cette barbe ne fait pas très soigné. Il pianote frénétiquement sur ses deux portables. Conseiller 2 n'a pas une goutte de sueur. Glabre, élancé, bon coureur. Il écrit à la main, des lignes soignées et maîtrisées. Elle préfère Conseiller 2, forcément, et il le sait très bien. L'autre le sait aussi. Jusque-là, elle l'a laissé se planter tranquillement.

Emmanuel est assis en bout de table, posture décontractée, jambes croisées. « On n'a personne, dit-il. À ce rythme-là, c'est une autoroute pour Le Pen et Mélenchon, le deuxième tour, ce sera eux. Donc Marine présidente. Édouard, là, c'est pas rattrapable, sa campagne est morte. Il y a un mois, il pouvait encore s'en sortir. »

“Même avec un bracelet...”

« Attendez, monsieur le Président, c'est pas fait, coupe Conseiller 1. Et puis, regardez Marine Le Pen, justement... Même avec un bracelet les gens sont derrière elle. » Conseiller 2 ne moufte pas. « On ne parle pas de la même chose, répond Emmanuel. Elle, c'est fait, c'est derrière, et puis le RN, c'est pas Horizons. Détournements de fonds publics, favoritisme et prise illégale d'intérêts, dans sa ville au Havre, alors qu'il peine déjà, je vois pas comment il peut s'en sortir à huit mois du scrutin, et les deux gars du parquet financier n'ont pas l'air décidé à le lâcher. Out. » Brigitte enchaîne : « Bon, et le petit ? Gabriel ? » Emmanuel réprime une grimace. Elle le provoque. « Franchement, il s'en sort bien, répond-il, personne ne peut dire le contraire. Il a fait du Chirac tout l'été, il se donne à fond. Les vaches, le fromage, la bière, il

a pris trois ou quatre kilos mais ça lui va bien. » « Et puis il a l'énergie de son âge, dit-elle, 37 ans, c'est moins que toi à l'époque. » Il rigole : « Si tu crois que ça me fait quelque chose... » Elle lui touche la main : « Le problème, c'est le fond, enfin... la forme du fond. Il enfle les perles à un point qui commence à se voir. C'est partout sur les réseaux, les gamins l'imitent... »

La porte s'ouvre, Bruno Roger-Petit, le conseiller mémoire d'Emmanuel Macron, entre sans frapper et s'installe sur le canapé. « “L'éducation est le pilier de la nation”, “la lutte contre les violences faites aux femmes est mon combat”, “sur ce point, je ne varierai pas”, énumère Brigitte, “j'ai un cap, et je le maintiendrai”. » « Ça n'est plus un cap, c'est une péninsule ! », lâche « BRP ». Emmanuel se marre : « Elle est pas mal, celle-là ! Attal Cyrano ! » « J'ai l'impression que Lecornu va débarquer en imitant Sarko ou de Funès, soupire Brigitte. Vous en avez pas marre ? » BRP encaisse en douceur, Emmanuel sent que ce n'est pas le moment d'insister. « Bon, en tout cas, on a compris. Le petit va décrocher », dit-il.

« Glucksmann ? » Tout le monde regarde le président. Il se marre à nouveau : « Ça va, je déconne ! » « Quand même, il y a du monde à ses meetings, tente Conseiller 1, ça veut bien dire quelque chose. » « Déjà, ça veut rien dire du tout, rétorque Brigitte, il est en pré burn-out et on a l'impression qu'il a vu la Vierge, sans compter qu'il croit à tout ce qu'il dit. Il est sincère, ce con, il peut pas tenir longtemps. Puis je sais pas si les Français peuvent élire un gars qui n'a pas terminé sa mue... Quand il part dans les aigus, tout le monde se fout de lui. »

On évoque ensuite le cas Darmanin. La mise hors circuit d'Édouard Philippe lui ouvre forcément la voie, et le ministre de la Justice le sait. Mais ce n'est pas le candidat idéal pour récupérer les sympathisants de centre gauche et les féministes. D'accord,

“Ceux qu'on vient de passer en revue sont affaiblis, ou trop clivants. Face à Marine Le Pen, c'est une femme qui peut faire la différence.” ASSISTANT (FICTIF) D'EMMANUEL MACRON



ET APRÈS TOUT...
La France n'est-elle
pas une monarchie
républicaine ?

« *Lagarde, pas Kelly !* », répond son mari. La première dame blêmit. Sentant venir le clash, Conseiller 2 lâche calmement : « *Vous, madame. Il n'y a que vous pour endosser ce rôle. Il n'y a que vous pour faire que l'héritage ne disparaisse pas.* »

Comme un vertige

Brigitte éclate de rire. Pas les autres. Dehors, on entend le bruit des arroseurs automatiques qui se sont mis en marche. Puis elle les regarde, un peu gênée, et en même temps prise par une sorte de vertige. Une sensation agréable et nouvelle, comme si elle s'élevait loin au-dessus du sol, en parapente ou quelque chose dans le genre, seule. Conseiller 2 continue de parler. Il dit que, la surprise passée, les gens réfléchiront et se diront que sa candidature est un des meilleurs moyens d'accéder à la stabilité qu'ils désirent. Que la France est une monarchie républicaine, alors pourquoi ne pas tenter cette expérience moins folle qu'originale. Les Français, en tout cas ceux qui voteront pour elle, seront fiers de montrer au monde un de leurs nouveaux tours. L'expérience du pouvoir, elle l'a. Les dossiers, elle en connaît un certain nombre, et ceux qu'elle maîtrise moins, eh bien, elle dispose des meilleurs conseillers pour se les approprier. Face à un Mélenchon qui ne rêve que de bruit et de fureur, à une Marine Le Pen héritière souvent approximative à l'image désormais entachée, elle sera celle qui a agi dans l'ombre et qui à présent récolte ce que les femmes sont en droit de récolter. Elle regarde Emmanuel. Il s'est redressé, les deux coudes appuyés sur la table, les mains jointes. « *C'est pas con, dit-il, c'est pas con du tout.* » Maintenant, c'est l'odeur de la terre et de l'herbe mouillée qui montent du jardin. Le souffle de l'air, et un bel arc-en-ciel. Si ça se trouve, encore cinq étés. **M**

c'est un moyen de tailler des croupières à LR. Qu'il l'emporte, c'est moins sûr. « *Il est solide, quand même, et puis les Français ont ce besoin de fermeté. Ça, tous les sondages le disent, insiste Brigitte. Et puis on l'a vu plus d'une fois, quand il y a du gros temps, il tient, une campagne lui fera pas peur. C'est les lycées catho, ça, je connais, ils savent encaisser. Attal, c'est l'École alsacienne, bons en tout, brillants mais fragiles. Des roitelets en sucre.* »

Conseiller 2 n'a rien dit jusque-là. Il prend des notes. Pose son stylo : « *Il faut*

une femme. Tous ceux qu'on vient de passer en revue sont affaiblis ou, comme Darmanin, encore trop clivants. Face à Marine Le Pen, c'est une femme qui peut créer la surprise et faire la différence. » BRP intervient : « *Alors, y a Ségolène Royal qui offre ses services à la nation, mais j'imagine que c'est pas à elle que tu penses...* » L'idée semble avoir éveillé la curiosité d'Emmanuel Macron. « *Christine ?* », demande-t-il. « *Quelle Christine ?* », l'interroge sa femme, chez qui on sent poindre un début d'agacement.

Nationalisation : en mode Mauroy ?

Depuis 1986, avec les fameuses privatisations Balladur, l'État vend ses bijoux de famille. Aujourd'hui, beaucoup d'élus – à gauche mais pas seulement – voudraient faire le chemin inverse. De là à inscrire la démarche dans le programme présidentiel comme Mitterrand en 1981 ? **Par Franck Dedieu**

Certaines idées entrent en campagne comme un boulet de canon, propulsées par un fait d'actualité. D'autres s'installent doucement, mûrissent longuement dans les esprits et les écrits puis émergent dans les programmes électoraux. Ainsi des nationalisations. Alors recouverte d'une épaisse poussière soviétique, l'expression refait déjà surface lors de la crise des subprimes en 2007 et des banqueroutes bancaires l'année suivante. Des États, jadis enclins à privatiser à tour de bras leurs entreprises, font en quelque sorte le chemin inverse : le gouvernement des États-Unis et celui du Royaume-Uni volent à la rescousse de leurs fleurons respectifs confrontés à une hémorragie de capitaux. Le président Obama porte secours à General Motors, le *Prime Minister* Gordon Brown injecte des milliards de livres au capital de la Royal Bank of Scotland.

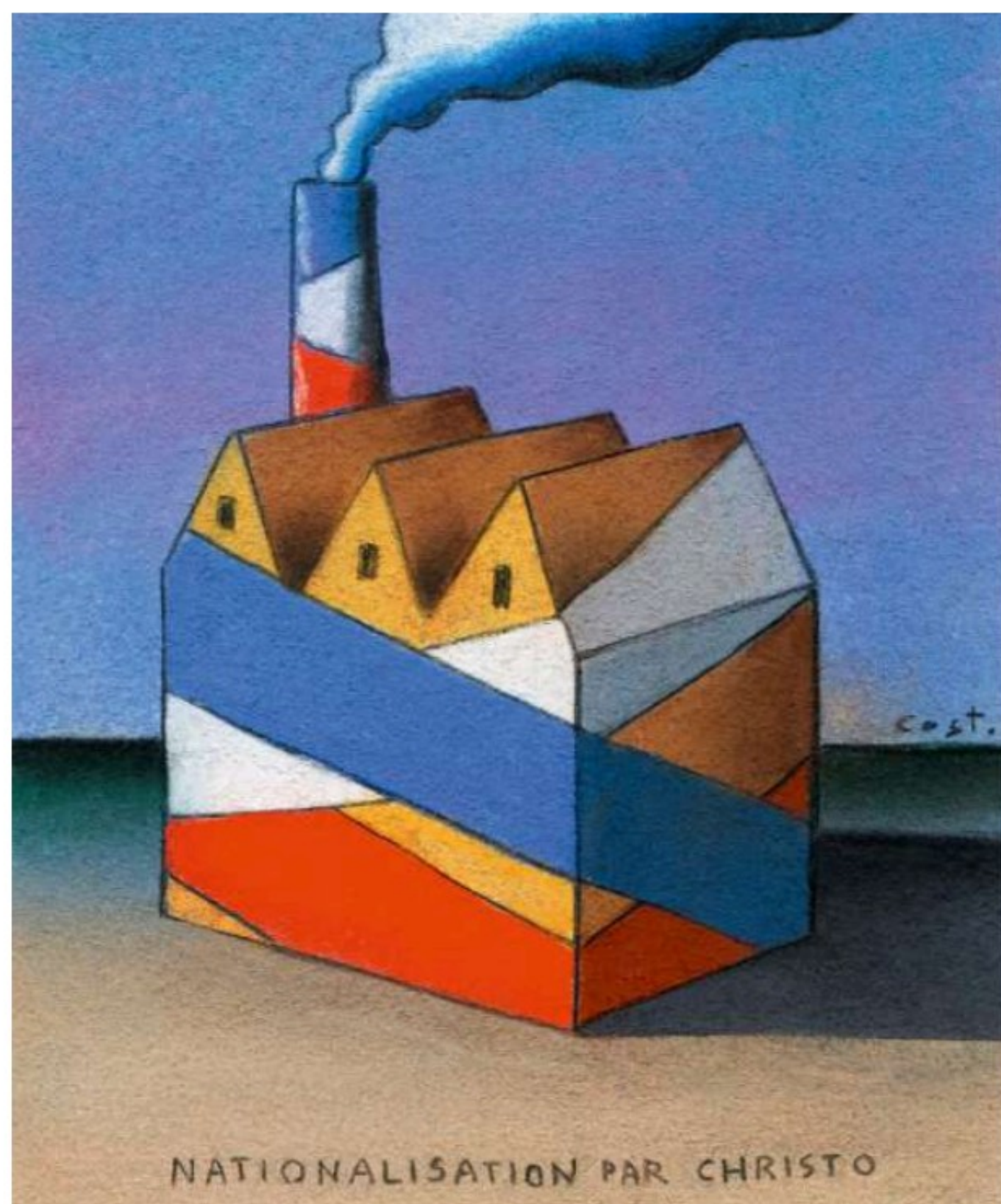
Certes, en l'espèce, l'État joue le rôle de pompier sauveteur et non celui de commissaire du peuple, mais la puissance publique franchit une sorte de Rubicon idéologique : le marché ne fait pas « tout bien », il flanche ; l'État ne fait pas « tout mal », il sauve. En France, la gauche y voit l'occasion de réveiller le fantôme de Pierre Mauroy, à l'origine des nationalisations de février 1982. Quand la droite se souvient du général de Gaulle et de son interventionnisme d'après-guerre (prise de contrôle du Crédit lyonnais, de la Société générale ou encore de Renault). En 2019, lors du projet de privatisation d'Aéroports de Paris, quelques parlementaires LR, comme Gilles Carrez et Bruno Retailleau, se rangeront d'ailleurs avec leurs collègues de gauche pour garder ladite société dans le giron public. Quatre ans plus tard, un certain Emmanuel Macron (re)nationalisera EDF, après ses déboires boursiers.

Souveraineté et indépendance

Et aujourd'hui ? Le concept d'État actionnaire s'offre une autre jeunesse. La gauche vient de lancer presque coup sur coup deux initiatives en direction du CAC 40. Le communiste Fabien Roussel entend faire passer TotalEnergies et ses (trop ?) gros profits sous pavillon de la République. Les députés socialistes, écolos et LFI ont voté le 11 juin en faveur d'un projet pour réserver le même sort à ArcelorMittal, coupable à leurs yeux de dégraisser les effectifs malgré de généreuses aides publiques. Des projets de nationalisation sanction, c'est pour ainsi dire assez classique à gauche. Mais le concept prend aussi une allure plus doctrinale et systémique sous la plume du socialiste Boris Vallaud. Dans son ouvrage *Nos vies ne sont pas des marchandises*, il suggère d'arracher aux lois d'airain du marché des besoins vitaux (eau, médicaments...) pour en faire

des « biens communs » au service non de quelques actionnaires mais de l'intérêt général. Il en résulterait des formes collectives de propriété (sociétés nationalisées mais aussi coopératives de salariés ou régies municipales). La droite peut aussi prendre ce thème à bras-le-corps mais avec un objectif de souveraineté et d'indépendance. « *Dans le domaine de la sidérurgie et de l'énergie, des financements publics avec des prises de participation de l'État devraient peut-être faire l'unanimité pour tenir tête à la puissance américaine et chinoise* », estime François Geerolf, économiste à l'OFCE. Même union sacrée dans le domaine de la haute technologie.

Mais dans ce secteur de pointe, l'État ne gérerait peut-être pas comme par le passé, depuis une tour de contrôle à Bercy. Non, en l'espèce, la puissance publique apporterait les fonds, en retirerait les éventuels dividendes mais laisserait faire les hommes de l'art pour les décisions du quotidien. « *Les nationalisations donneront [à la France] les outils du siècle prochain* », martelait François Mitterrand en septembre 1981. Cette phrase célèbre fit beaucoup rire tout au long des quatre dernières décennies de privatisation. Elle fait aujourd'hui réfléchir. ■



“Les nationalisations donneront les outils du siècle prochain.” FRANÇOIS MITTERRAND

L'antiraciste

Sur l'antisémitisme, Goldman chanta "Comme toi".
Mais d'autres de ses textes abordent la question du "racisme au quotidien",
les meilleurs n'étant pas les plus fameux. **Par Thibaut Solano**

C'est une date charnière dans l'histoire du combat antiraciste contemporain : le 15 juin 1985. Soit le premier concert organisé par SOS Racisme, place de la Concorde, à Paris, auquel ont assisté, selon les sources, 200 000 à 300 000 personnes. Symbole d'une époque un peu utopiste, où l'universalisme pouvait encore fédérer, comme le défend *Juste une illusion*, film du duo Toledano-Nakache, sorti cette année ? Ou point de départ d'une dérive où le droit à la différence préfigure la course à l'échalote identitaire en même temps que le politiquement correct « peopolisé » ? Car des people, il y en avait beaucoup sur scène... dont, notamment, un certain Jean-Jacques Goldman.

Ce soir-là, et pour la première fois, le chanteur interprète, avec son fidèle Michael Jones, *Je te donne*. Qui deviendra dès lors une chanson antiraciste, alors qu'elle pouvait aussi s'apparenter à une ode à l'amitié. « *Je te donne toutes mes différences/ Tous ces défauts qui sont autant de chance* », nous claironne le refrain.

Goldman, à l'époque, tient un discours au diapason : « *Sans vouloir dramatiser, il y a un problème de racisme en France. Que les gens se mobilisent pour cela me paraît donc important, puisqu'il existe des gens qui se mobilisent pour aller faire des ratonnades* », dit-il dans une interview, durant laquelle il rend hommage au sens civique de la jeunesse. Le chanteur fait probablement référence à plusieurs crimes racistes qui glacent le pays. En 1983, Habib Grimzi est roué de coups, poignardé, puis défenestré du train Bordeaux-Vintimille par trois candidats à la Légion étrangère. L'année suivante, à Châteaubriant (Loire-Atlantique), un admirateur de Hitler ouvre le feu dans un salon de thé, tuant deux ouvriers turcs et en blessant cinq autres. En 1985, à Menton, deux hommes ivres, armés d'une carabine, tirent sur deux jeunes Maghrébins et un Martiniquais, l'un est mortellement touché. L'époque est violente, la réponse, artistique, sans doute un brin naïve, à l'image des paroles de ce tube goldmanesque.

Il faut attendre 1990 pour que l'artiste tente une approche plus originale. Cette année-là, il évolue au sein du trio Fredericks-Goldman-Jones. Dans le premier album de cette formation, on trouve un texte peu connu : *Peurs*. La chanson évoque tout à la fois les rumeurs et le racisme en imaginant un voisinage médire contre une nouvelle arrivante : « *Elles ont ça dans la peau/ C'est comme des animaux/ C'est ce que nous avait dit/ Un gars des colonies*. » Tandis que le refrain répète : « *Peurs contre peurs/ Nous sommes d'ici/ Elle est d'ailleurs*. » Puis, au cas où on n'aurait pas compris : « *Ici tout est dur/ On aime les serrures/ Pas les étrangers*. »

est d'ailleurs. » Puis, au cas où on n'aurait pas compris : « Ici tout est dur/ On aime les serrures/ Pas les étrangers. »

Plus de complexité

Le plus intéressant reste le clip, qui présente un concept percutant en répétant le même motif pendant quatre minutes : dans un ascenseur, une personne (un juif, une femme voilée, un Asiatique...) se retrouve isolée au milieu d'un groupe hostile. La scène suivante, la victime est devenue bourreau, et c'est son groupe qui encercle une autre personne seule issue d'une autre « minorité ». Manière de dire : chacun peut devenir raciste, entraîné par l'effet de meute. En passant d'une décennie à l'autre, Goldman a donc gagné en complexité sur le sujet. Il faut dire qu'entre les années 1980 et 1990 le monde lui-même s'est complexifié, la logique bloc contre bloc s'effondrant en même temps qu'un fameux mur.

“Je voudrais que ton fils vive mieux que toi/ Qu'on le respecte, mieux, qu'on le vouvoie” JOHNNY HALLYDAY

“Ton fils”, chanson écrite par J.-J. Goldman.

Mais son plus beau texte sur le sujet a finalement été écrit pour un autre : Johnny Hallyday. Dans l'album *Gang* (1986) – son meilleur, osons le dire –, la chanson « Ton fils » parle de racisme, d'assimilation et de l'espoir de lendemains meilleurs. « *Je voudrais que ton fils vive mieux que toi/ Qu'on le respecte, mieux, qu'on le vouvoie/ Comme un homme, un monsieur qui ne baisse pas les yeux/ Pareil à tous ces gens qui parlent sans accent/ [...] Qu'il ait toutes ses chances, tous ses droits/ Qu'il ait une signature, des mains blanches, une voiture/ Et des papiers d'identité à perpétuité*. » Comme quoi, les plus jolies paroles ne sont pas toujours les plus connues. ■



Ils se sont présentés...et se sont vautrés.
Retour sur six candidatures qui ont viré à l'humiliation.



Pécresse, celle qui a entraîné la droite dans sa chute

À la présidentielle de 2022, la droite comptait sur l'élue d'Île-de-France pour renaître de ses cendres, cinq ans après l'échec de François Fillon. Las, entre failles de la candidate et lâchages en règle des barons, la campagne se transforme en chemin de croix, entérinant le déclin inexorable des LR... **Par Maël Jouan**

À la maison de la Chimie, ce dimanche 10 avril 2022, soir de premier tour, personne ne l'avait vu venir : 4,78 % des voix pour Valérie Pécresse, un crash historique. Certes, la candidate de la droite traditionnelle nage à contre-courant depuis des semaines. En coulisse, son équipe a déjà enterré la possibilité d'accéder au second tour – pour le parti, un deuxième échec d'affilée à la présidentielle en perspective. Mais aucun n'avait imaginé ce score. Après tout, deux jours auparavant, la candidate était encore donnée autour de 10 %, au coude-à-coude avec Éric Zemmour.

La débâcle prend racine un an et demi plus tôt. Le parti Les Républicains (LR) attend son homme providentiel capable de faire oublier l'affront Fillon. Le candidat favori de 2017, à qui l'Élysée était promis, s'était échoué aux portes du second tour, miné par les affaires. Son remplaçant est tout trouvé. Physique de gendre idéal, élu local, ancien ministre... le messie s'appelle François Baroin. Christian Jacob, le

ÉCHEC ET MAT Le 13 février 2022, au Zénith de Paris, le meeting de la candidate fait un flop retentissant.

président du parti, lui fait la cour. Mais, une fois encore, le maire de Troyes se débène. Place à la primaire.

Le premier tour se joue dans un mouchoir de poche. Xavier Bertrand, donné largement gagnant et qui avait longtemps refusé de participer à la primaire, voit son rêve élyséen s'écraser, tout comme Michel Barnier. Pécresse, l'outsider, se faufile au second tour. Deux visions s'affrontent. La présidente de la région Île-de-France incarne la modernité et une droite modérée, quand son opposant, Éric Ciotti, joue la carte de la droite dure. Souvent sous-estimée en interne, Valérie Pécresse l'emporte haut la main, avec 61 % des voix, même si, dans la plus pure tradition des Républicains, le scrutin est entaché de soupçons de fraudes. Dans les Alpes-Maritimes, fief de Ciotti, un chien, Douglas, participe à la primaire. Côté Pécresse, en région parisienne, des morts et des personnes qui n'ont pas la nationalité française viennent lui donner leurs voix...

“Elle a voulu rassembler au lieu de couper des têtes”

Qu'importe, la candidate fait un bond dans les sondages. En cette fin 2021, le parti se prend à rêver. Et si elle l'emportait ? « Face au bilan de Macron et à une gauche en miettes, on y croyait », se remémore un soutien. « La droite est de retour », se poussent du col, pour la énième fois, les cadors du parti. Ses anciens adversaires se rangent derrière elle. « Une première erreur, veut croire un proche de la candidate. Elle avait Ciotti qui se prenait pour le candidat bis dans ses pattes. » Pécresse doit faire le grand écart entre le Niçois et le Nordiste, Xavier Bertrand, tenant d'une droite sociale. Ce proche poursuit : « Elle a voulu rassembler en donnant des postes à tous ses adversaires au lieu de couper des têtes. »

La mayonnaise ne prend pas non plus entre sa garde rapprochée à la région et la nouvelle génération. Jean-Baptiste Doat, éternel bras droit de Bruno Retailleau et ancien du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, chargé des réseaux sociaux à travers sa boîte, Qatane, rechigne à taper sur la bande à Zemmour, qui, elle,

ne se prive pas. Il quitte prématurément l'aventure. Patrick Stefanini, éternel faiseur de rois à droite et directeur de campagne, « se montre fatigué et ne tient plus personne », selon un employé de l'équipe. Peu à peu, l'euphorie des débuts laisse place à un essoufflement. Pécresse glisse déjà, en pente douce pour l'instant. Jusqu'au moment de la bascule.

Touchée par Sarkozy, coulée par le meeting

Cela devait être son moment. Ce 13 février 2022 au Zénith de Paris, 7500 militants chauffés à blanc attendent leur championne. Certains doivent même se rabattre, faute de places, au Cabaret sauvage, ouvert en urgence pour accueillir les éconduits. Pour Pécresse, c'est une première. Or ce qui devait être le discours d'une vie se mue très vite en immense gêne. « La candidate était mal à l'aise, le ton n'y était pas, l'énergie non plus... Tout semblait faux », se souvient un membre de l'équipe de campagne. Au premier rang, les pontes LR cachent à peine leur malaise. À la télévision, le rendu est encore plus laborieux, faute d'une absence de retour son capable de restituer l'ambiance. Le discours de la candidate est donc ponctué de longs silences. Sur le fond, la modérée Pécresse choque aussi en reprenant la thèse du « grand remplacement ». « Le discours a changé huit fois au cours de la dernière heure, se remémore un proche. C'était son premier grand meeting. Plutôt que de faire ce qu'elle sait faire, tout était nouveau. Vous n'essayez pas de nouvelles chaussures le jour de votre premier marathon ! » Ce qui se voulait une grand-messe devient vite un boulet de campagne.

Nicolas Sarkozy et ses proches lui avaient bien savonné la planche la semaine précédente. Le 9 février, l'ex-ministre Éric Woerth annonce, dans une interview au *Parisien*, son ralliement à Emmanuel Macron. Le 10, Rachida Dati sonne une seconde charge sur le plateau de France Info. Selon l'ancienne garde des Sceaux, Pécresse manque d'« incarnation ». Quant à son directeur de campagne, Stefanini, « c'est un loseur ! ». Mais l'ultime coup de poignard est donné dans *le Figaro*. Dans une série de off, le parrain Sarkozy

se dit « sceptique », voire « sévère » avec la chiraquienne. Il y souligne ses « conneries » et regrette une candidate « inexistante, [...] qui s'éparpille dans tous les sens ». Les deux personnalités politiques s'étaient pourtant donné rendez-vous le 11 février. « Sarko était un poison lent, lâche aujourd'hui un proche de Pécresse. Il a entrepris une véritable entreprise de démolition de sa stature de candidate. » L'ancien président ne lui apportera jamais son soutien officiel.

“On manquait clairement d'oxygène”

Pécresse ne remontera jamais la pente de cette terrible semaine. Dévorée sur sa droite par Éric Zemmour et par Marine Le Pen, rongée en son centre par Emmanuel Macron, qui, depuis 2017, continue de grignoter et de débaucher dans son camp, elle peine à exister. « On manquait clairement d'oxygène », témoigne un proche. Elle pâtit également d'une campagne tardive. Le chef de l'État, invoquant le Covid, puis la guerre en Ukraine, ne cesse de décaler sa déclaration de candidature. Se démenant comme elle peut pour exister dans cette actualité et souhaitant se doter d'une carrure de chef des armées, elle singe un conseil stratégique de défense autour de Michel Barnier, Jean-Pierre Raffarin, Hervé Morin et Michèle Alliot-Marie. Sa mise en scène, qualifiée de « low cost », est vite raillée en interne.

La pente s'accroît et Pécresse ne parvient pas à s'agripper. Elle perd la foi et, testée positive au Covid, doit abandonner quelques déplacements de campagne. Ses lieutenants, si prompts à se ranger à ses côtés aux lendemains de la primaire victorieuse, sont désormais aux abonnés absents, s'ils ne font pas simplement défection. Le jour du premier tour, seule sa garde rapprochée est toujours à ses côtés. Ensemble, ils touchent le fond.

Le lendemain du crash, Valérie Pécresse se résout à lancer un appel aux dons pour rembourser ses frais de campagne. Elle peine à récolter les 5,1 millions d'euros nécessaires. Nicolas Sarkozy, un brin cynique, envoie même un chèque de 2000 € au siège du parti. Il lui sera retourné. Dans ce marasme, les élections législatives entérinent le déclin de l'ancien parti le plus puissant de France. La véritable machine à gagner des élections est désormais irrémédiablement grippée. En 2002, l'UMP comptait 365 députés. Leurs héritiers moins de 50 aujourd'hui. ■

“Sarko était un poison lent. Il a entrepris une véritable entreprise de démolition de sa stature de candidate.”

UN PROCHE DE VALÉRIE PÉCRESSÉ

ARPENTER LE PAYS...



À BORDEAUX, EN CORSE...



À LA RENCONTRE DES FRANÇAIS...



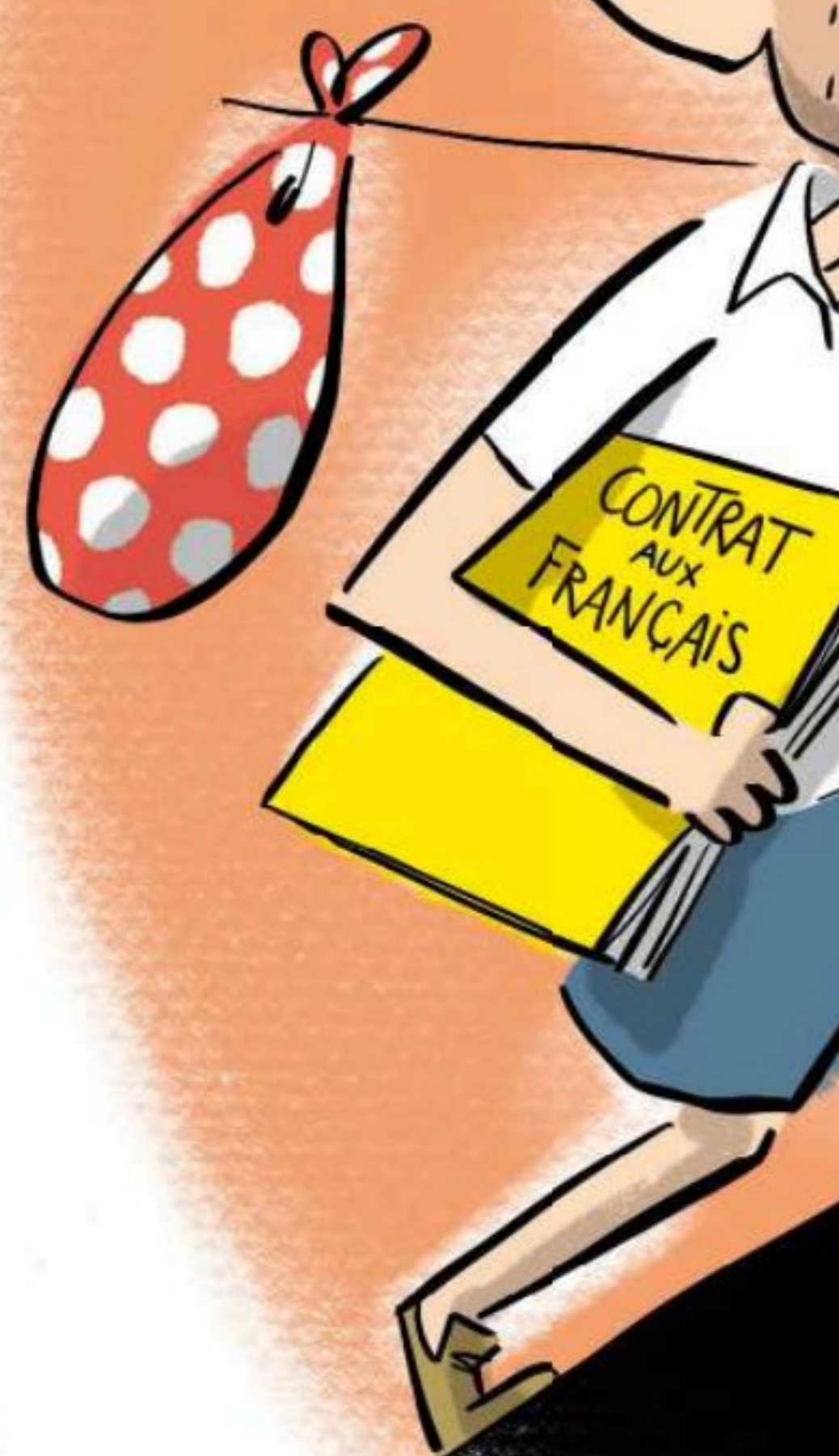
POUR LEUR PRÉSENTER SON "NOUVEAU CONTRAT PATRIOTIQUE"



ET CAPTER LE VOTE DES JEUNES



RA
GLUCK



C'est l'été, mais ceux-là préparent déjà la rentrée... vers l'Élysée ?

PHAËL
SMANN



L'ÉTÉ
EN PENTE
RAIDE

MAIS S'AUTORISER DES MOMENTS DE DÉTENTE...



ON POURRAIT AVOIR UN AUTOGRAPHE ?

BIEN SÛR

NON, PAS VOUS, LÉA SALAMÉ !



RELIRE LES
CLASSIQUES...



ALLER AU SPECTACLE...

SE PRÉSENTER OU NE PAS
SE PRÉSENTER, TELLE
EST LA QUESTION



RECEVOIR DES AMIS...

JE VOUS AI
PRÉPARÉ MA
SPÉCIALITÉ ...

LE RAGOÛT
MI-CHÈVRE
MI-CHOU



RÉPONDRE AU COURRIER...

ENCORE
UNE CARTE
POSTALE ...

...DE
FRANÇOIS
HOLLANDE



COMBLER SES LACUNES...

ALLEZ HOP,
MEDIATRaining !

QUELLE RÉPONSE AU
CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

L'EUROPE !

COMMENT
RÉSORBER LA DETTE ?

L'EUROPE !

QU'EST-CE QU'ON
MANGE À MIDI ?

L'EUROPE !



...ET APPRENDRE À CHOISIR.

THÉ OU
CAFÉ ?

BEURRE OU
CONFITURE ?

SOCIALISTES OU
MACRONISTES ?



Sié

Leur mort tragique a entraîné son lot de spéculations politiques, à rebours des conclusions des enquêteurs.

FRANÇOIS DE GROSSOUVRE, une balle dans la tête à l'Élysée

François de Grossouvre a été retrouvé mort dans son bureau de l'Élysée le 7 avril 1994. Une balle dans la tête. L'enquête conclut à un suicide. **Par Laurent Valdigué**

Jamais il n'y avait eu de suicide à l'Élysée. Des morts, oui, notamment un président en galante compagnie, des drames, des trahisons, mais des suicides, non. Jusqu'à ce 7 avril 1994, vers 20 heures, quand, depuis un bureau du premier étage de l'aile ouest, celle qui longe l'avenue de Marigny, retentit un coup de feu. Dans ce nid de vipères qu'est devenue la présidence Mitterrand finissante, ce coup de feu claque comme un clap de fin.

Le premier à pousser la porte du bureau est Cerdan, un gendarme, qui aperçoit le corps de son patron, assis à sa table de travail, la tête à moitié emportée. « Grossouvre vient de se tirer une balle dans la tête ! », alerte-t-il. Une petite troupe affolée s'active. Pierre Chassigneux, le directeur de cabinet du président, fait appeler une ambulance. Il est question de transporter discrètement le corps au Val-de-Grâce et de nettoyer le bureau. Michel Charasse, le fidèle conseiller de Mitterrand, appelle Philippe Massoni, le chiraquien préfet de police de Paris. « Malheureux ! Surtout ne touchez à rien, laissez tout en place jusqu'à l'arrivée de la police judiciaire », conseille Massoni. Charasse répercute. « S'ils avaient transporté le corps, ça aurait été un scandale d'État », admet aujourd'hui Claude Cancès, alors patron de la brigade criminelle, qui déboule à l'Élysée le plus discrètement possible par l'avenue de Marigny. « J'ai aperçu l'ambulance garée après le porche, et on est montés. Le corps était là. J'ai dit à mes gars de faire les choses méticuleusement. On n'a pas retrouvé la balle le soir même mais le lendemain, fichée dans le mur. » Pour le patron

de la Crim, la conclusion est sans appel : « Un suicide à 100 %. » « La balistique allait dans ce sens, et tous les témoignages, y compris celui d'un ami médecin qui l'avait quitté vers 18 h 30 l'ayant trouvé très déprimé », glisse l'ancien grand flic. Autre élément factuel déterminant, lors de la perquisition au domicile de François de Grossouvre, quai Branly : les policiers mettent la main sur une boîte de cartouches de calibre 357 Magnum de la même série que celles qui ont été retrouvées dans le revolver Manurhin MR 73 avec lequel il s'est donné la mort. Enquête criminelle classée.

Surnommé le « Belphégor »

« Si cela n'avait pas été un suicide, étant chargé de sa sécurité, cela voudrait dire que je l'ai descendu ! », ironise, à trente-deux ans de distance, le préfet Christian Prouteau, grand patron du GSPR, le groupe de sécurité de la présidence de la République. Prouteau conclut lui aussi à une mort volontaire. François de Grossouvre est enterré le 11 avril 1994, en présence de François Mitterrand malgré l'hostilité de ses proches. Sa famille est perplexe. Dans le Figaro, en 2010, un de ses fils, Patrick de Grossouvre, veut croire « au doute », raille « les lacunes tragiques de l'enquête », et dénonce la disparition de documents le soir même de sa mort. Quels grands secrets détenait donc ce Grossouvre ?

Né en 1918, il rencontre François Mitterrand en 1959. C'est un coup de foudre. Industriel, Grossouvre met la main à la poche pour la présidentielle de 1965. Puis, en 1972, il participe à la création d'Urba et des officines qui financeront la conquête du pouvoir par le patron

du PS. En 1974, quand naît Mazarine, il en est le parrain. En 1976, il crée une SCI pour que la maison de Gordes (Vaucluse) achetée par Mitterrand puisse être transmise, le moment venu, à la famille cachée, Anne Pinget et sa fille. En mai 1981, Grossouvre fait partie des rares qui choisissent leur bureau à l'Élysée, et il décide de son titre, celui de « conseiller spécial ». Mitterrand le charge des liens avec la DGSE et de dossiers sensibles avec les pays du Golfe, le Liban... Il a droit à un garde du corps et au port d'arme. Il hérite d'un surnom, « Belphégor ». Mais l'indépendance fait souvent mauvais ménage avec l'administration de l'État.

« Les choses se sont vite grippées avec le président, raconte Prouteau. Mais Mitterrand n'aimait pas se séparer des gens. » Grossouvre conserve son titre de président des chasses présidentielles, son bureau, sa voiture, son garde du corps, mais, à compter de 1985, il reste sans mission officielle. Un « ami de l'ombre » qui ressasse les secrets du « patron ». Il reste logé quai Branly, dans un appartement situé au-dessus de celui que Mazarine et sa mère occupent en secret et où Mitterrand passe une partie de son temps.

Quand, entre les deux hommes, les choses se sont-elles envenimées ? La journaliste Raphaëlle Bacqué (*le Dernier Mort de Mitterrand*, Albin Michel, 2010) situe la première alarme à une écoute téléphonique du 31 janvier 1986. Ce jour-là, Grossouvre donne rendez-vous à un journaliste quai Branly. « On a su très vite qu'il recevait des journalistes enquêtant sur l'Élysée, en essayant de cacher leurs noms, mais les gendarmes faisaient



COUP DE FOUDRE

Grossouvre et Mitterrand se rencontrent en 1959 et nouent rapidement une amitié.



“Je vous assure que François s’est suicidé sans laisser de lettre, mais qu’il n’était ni sénile, ni dépressif, ni malade.”

NICOLE Ancienne compagne officielle de François de Grossouvre

des rapports », raconte Christian Prouteau. Le préfet se souvient d’avoir assisté à une « colère froide » de Mitterrand. « Vous vous rendez compte, il est ingérable, j’ai appris qu’il recevait Montaldo », grince le président, pour qui le journaliste Jean Montaldo, futur auteur de *Mitterrand et les quarante voleurs* (Albin Michel, 1994), est infréquentable. Sans parler des rendez-vous de Grossouvre avec le juge Thierry Jean-Pierre, qui enquête sur les officines du PS et l’argent de Roger-Patrice Pelat, l’autre ami de longue date de Mitterrand et dont Grossouvre est le rival. « Vous êtes entouré de bandits ! », aurait dit Grossouvre au président, claquant la porte de son bureau et scellant leur « séparation ».

Une double vie comme Mitterrand

L’amitié entre les deux hommes se consume. Grossouvre enrage dans son coin. Est-ce lui qui a aiguillé le juge Jean-Pierre sur la banque Hottinguer où le magistrat dénicherait le prêt de Roger-Patrice Pelat à Pierre Bérégovoy, provoquant la déroute de la gauche aux législatives de mars 1993 et le

suicide du Premier ministre le 1^{er} mai suivant ? Grossouvre avait-il commencé à écrire ses Mémoires, comme l’affirme sa famille ?

Ce soir du 7 avril 1994, alors que la brigade criminelle s’affaire encore à l’Élysée, les gendarmes de Prouteau foncent quai Branly et font main basse sur ses archives. « Ce qu’ils ont pu trouver a dû atterrir dans la broyeuse de Charasse », sourit Raphaëlle Bacqué. Les hommes du président ont une autre mission : exfiltrer Nicole. C’est le dernier secret de Grossouvre. L’ami de Mitterrand a, comme lui, une double vie. Depuis plus de treize ans, en secret de sa famille de province, il vit à Paris avec Nicole. Dans la douleur d’apprendre le décès de l’homme qu’elle aime, cette femme de 50 ans est priée de faire sa valise et de quitter pour toujours le quai Branly. « Quand il se passe des choses comme cela dans votre vie, vous n’avez pas le temps de réfléchir. J’ai pris un appartement, j’ai retrouvé du travail, je me suis débrouillée seule, sans l’aide de personne », se souvient aujourd’hui cette octogénaire, la mémoire intacte de ces années. « Je vous assure que

François s’est suicidé sans laisser de lettre, mais qu’il n’était ni sénile, ni dépressif, ni malade », confie-t-elle. Ses rapports avec Mitterrand ? Nicole préfère ne pas s’étendre. « Après la mort de François, le président m’a donné un rendez-vous, le genre de rendez-vous qu’on ne peut pas refuser. Il voulait savoir si j’allais bien, et j’ai dit que j’allais bien... C’était formel, cela n’a pas duré longtemps. Il était occupé et moi aussi... Il m’était totalement indifférent. » Plus de trois décennies plus tard pointe encore de l’amertume.

Ce 7 avril 1994, chassée du quai Branly au nom des convenances et probablement aussi pour ne mettre personne sur la piste de ces appartements, Nicole, dans l’escalier, fait ses adieux à Anne Pinget. Elles ne se sont jamais revues. Sept mois après la mort de François de Grossouvre, le 10 novembre 1994, *Paris Match* révèle l’existence de la famille cachée de François Mitterrand. S’affiche en une de l’hebdomadaire la silhouette d’une jeune fille de 20 ans, Mazarine Pinget, la filleule du suicidé de l’Élysée... **M**

La semaine prochaine : Jean-Edern Hallier

#MeToo au bureau : la loi du silence et la méfiance

Depuis cette lame de fond encourageant à dénoncer les agressions sexuelles, les rapports hommes-femmes ont changé dans la vie professionnelle. Les organisations ont-elles réellement rompu avec la culture du silence qui protégeait les plus puissants ? **Par Violaine des Courières**

En 2021, l'affaire Patrick Poivre d'Arvor sidère TF1. Plusieurs dizaines de femmes, parmi lesquelles des journalistes, des écrivaines et des étudiantes, accusent l'ancien présentateur du journal de 20 heures de viol ou d'agressions sexuelles. Dans la presse, des salariés témoignent : des rumeurs sur son comportement circulaient, mais aucune enquête interne n'avait été menée. Cinq ans après ces révélations, de tels agissements pourraient-ils avoir lieu en toute impunité dans une grande entreprise française ? « J'ai encore des dossiers de viol et de harcèlement sexuel au travail, de la part d'hommes dirigeants qui éprouvent un sentiment d'impunité », soupire maître Élise Fabing. L'avocate a été impliquée sur Instagram dans le mouvement @Balancetastart-up. Elle est aujourd'hui engagée pour la cause des femmes au travail. Elle s'interroge : « Est-ce que le comportement viriliste de Donald Trump aux États-Unis influence certains cadres dirigeants dans leur relation aux femmes ? » Une culture qu'on retrouve dans le best-seller *Power. Les 48 lois du pouvoir*, de Robert Greene.

Dans les dossiers de harcèlement sexuel ou de viol subsiste cette « loi du silence » qui entoure certaines personnalités très haut placées dans les strates du pouvoir. « Malgré les affichages

sur l'égalité femmes-hommes dans les grands groupes, ce sont les victimes qui partent le plus souvent – contre une transaction et une clause de confidentialité. Tandis que les harceleurs, eux, restent en place », déplore-t-elle. Dans les bureaux du cabinet Technologia, Jean-Claude Delgènes travaille lui aussi

sur des dossiers de suspicions de harcèlement sexuel ou même de viol de la part de personnalités influentes. Lui n'est pas avocat, mais économiste spécialisé dans les risques psychosociaux. Il a notamment dirigé en 2013 une mission d'expertise dans le cadre de l'affaire France Télécom-Orange. Introduit dans les arcanes du pouvoir, il raconte : « Lorsqu'un dirigeant a des compétences et un savoir-faire, la dénonciation de ces actes répréhensibles reste complexe. Je pense à un chef cuisinier étoilé ou à une personnalité du monde de la couture pour lesquels il nous a fallu du temps avant de dénoncer les faits. »

Les femmes aussi

Il apporte une nuance. Pour lui, l'impunité n'est pas seulement masculine : des femmes aussi peuvent s'adonner au harcèlement. « Une femme dirigeante, éperdument amoureuse d'un subalterne, a continué à le solliciter alors que ce dernier avait dit non. Face à son refus, elle lui a retiré des missions. Cela a constitué un dossier de harcèlement moral », rapporte Jean-Claude Delgènes.

Reste que chez les salariés, #MeToo a changé les codes. Dans les ressources humaines d'un groupe du CAC 40, François*, cadre dirigeant, l'admet : « Au bureau, je ne fais plus la bise, je ne serre plus les mains. Au moment de tenir la porte, je fais attention à la galanterie car j'ai déjà reçu des remarques. Cela a été perçu par une collègue comme une maladresse. » Il déplore une forme de méfiance induite par #MeToo mais également par le féminisme radical.

Et de détailler : « J'ai entendu une femme cibler des hommes blancs de plus de 50 ans en les voyant arriver dans une salle de réunion. Ils faisaient partie d'un comité scientifique. » Selon lui, elle aurait dit : « Si j'étais leur dirigeante, je les virerais tous ! » Cette boutade serait-elle passée si elle avait été prononcée par un homme ? Et le cadre de relativiser : « Les abus sexuels ont marqué les esprits. » En entreprise, les conséquences de #MeToo sont définitivement complexes. ■

* Le prénom a été changé à la demande de l'intéressé.

TENIR LA PORTE OU NE PAS LA TENIR,
TELLE EST LA QUESTION



MICHAËL

Sortis en salles dans les années 1980 et 1990, ces longs-métrages ont déjà pris un gros coup de vieux... sociétal.

Glaucque en stock

“C’est arrivé près de chez vous”

Sorti en 1992, le premier film de Benoît Poelvoorde choque la France mais attire un demi-million de spectateurs. Aujourd’hui, on ne donnerait pas cher de sa peau...

Par **Benoît Franquebalme**

Novembre 1992 dans une petite salle du cinéma d’art et d’essai, Diagonal, à Montpellier. Entraîné par un copain, l’auteur de ces lignes accepte d’aller voir un petit film belge en noir et blanc dont il n’a jamais entendu parler, avec un acteur au nom imprononçable en tête d’affiche. Quatre-vingt-douze minutes plus tard, la projection s’achève et, la banane encore aux lèvres, arrivent sur l’estrade trois trublions surexcités : Rémy Belvaux, André Bonzel et Benoît Poelvoorde, les auteurs du brûlot punk qui vient de s’achever.

Hilaires, ils encaissent les compliments du public mais aussi ses critiques. Les larmes aux yeux, une jeune spectatrice s’empare du micro et les apostrophe avant de décramper : « Comment avez-vous pu tourner un truc pareil ? C’est dégueulasse ! »

Le « truc » incriminé s’appelle *C’est arrivé près de chez vous*, se veut une parodie de l’émission de la RTBF « Strip-Tease » et vient de sortir. Dans les mois qui suivent, il totalisera 531 000 entrées, avant de devenir culte et de lancer la carrière de son acteur vedette. En 2026, la réaction de la spectatrice choquée serait certainement celle des producteurs et des chaînes de télé qui financent et il aurait bien du mal à se frayer un chemin vers les salles et les festivals. Il faut dire que cet ovni fracassé venu de Belgique pousse au maximum les limites de la provocation. Tourné sous la forme d’un faux documentaire, il suit Ben, jeune Wallon pontifiant, qui gagne sa vie en assassinant et en détroussant



OVNI FRACASSÉ Le film pousse au maximum les limites de la provocation.

des personnes âgées – « Des vieux pauvres, ça n’existe pas. Radins, oui. Pauvres, non. » Plus globalement, Ben – Poelvoorde, donc – a la fâcheuse habitude de dessouder tous ceux qui le contredisent. Il est également très pédagogue quand il s’agit d’expliquer comment confectionner un cocktail baptisé « Le p’tit Grégory ». Et curieux en matière d’anatomie. Baissant le slip d’une victime noire pour vérifier la taille de son sexe, il précise : « Je l’ai tourné vers La Mecque. »

Talent hors norme et saillies barrées

À mi-parcours, le tueur change de mode opératoire. Il s’introduit dans le domicile d’une famille et la tue, enfant compris – « Gamin ! Gamin ! C’était pour rire gamin ! » La nuit suivante, Ben et l’équipe de tournage du docu réservent le même sort à un couple après avoir violé collectivement la femme. Dit comme cela, c’est parfaitement glaucque. Mais le talent hors norme

de Poelvoorde et ses saillies barrées ont été encensés par la revue ciné *Positif* (« Une réflexion vivante sur la représentation de la violence au cinéma ») et vomis par *Télérama* (« Comment supporter cette longue série de meurtres, ce viol immonde, ces plaisanteries obscènes, même si elles prétendent dénoncer le meurtre, le viol et l’obsécénité ? »). Le long-métrage doit sa notoriété à la Semaine de la critique du Festival de Cannes 1992, qui, grâce à une connaissance belge du directeur, le sélectionne. Le film repart avec le prix SACD de la Semaine de la critique.

En 2022, ce classique ressort au cinéma et les réactions sur Twitter permettent de mesurer l’évolution des mentalités en trois décennies. « Une bonne occasion d’absolument pas aller voir cette merde », « Faudrait enlever la scène du viol, je l’ai revue pendant un ciné plein air, c’était hyperchoquant de passer ça alors que des enfants pouvaient passer » (en même temps, quelle idée d’amener des enfants à une telle projection !). Interrogé par le *Figaro* cette année-là, Poelvoorde a conscience de ce fossé culturel de nos jours : « J’aurais une fatwa, je serais annulé. Pareil quand mon personnage dit qu’il y a beaucoup de pédés dans le cinéma. [...] Je suis passé entre les gouttes pendant trente ans et il faut qu’un con ressorte le film. » Depuis cinq ans, la Semaine de la critique est présidée par la journaliste Ava Cahen, qui veut « redéfinir la masculinité et la féminité à travers le cinéma ». On n’est pas sûrs qu’elle sélectionnerait *C’est arrivé près de chez vous* aujourd’hui. **M**

LA LOI DES LUMIÈRES

Racket, casseurs, clients qui cognent : au bois de Boulogne, les travailleuses du sexe n'attendent plus grand-chose de la police. Depuis trente ans, elles se protègent à coups de torches et de solidarité. Et aussi avec un ange gardien, le Pastt. **Par Étienne Campion - Photo : Quentin Verwaerde pour "Marianne"**

« *Todas ! ; Todas ! ; Todas !* » (Toutes, en français). Le mot passe de fille en fille comme s'allument les feux de guet sur une muraille. Au bois de Boulogne, ce cri d'alarme fait loi. Qu'une fille l'entende monter sous les arbres et elle doit secours immédiat à celle qui l'a lancé, quitte à planter là un client, le sexe à la main. Alors des dizaines de *chicas* fondent sur l'agresseur et se déchaînent dans une scène de furie digne d'un film d'Emir Kusturica. Ces filles savent flanquer des dérouillées aux voleurs comme aux cogneurs. Tilly et Adriana, que nous avons rencontrées, nous montrent fièrement une vidéo tournée par un passant qui a fait le tour d'Internet quelques mois plus tôt : on les voit courser un mauvais payeur, bâton à la main.

Au Bois, l'autodéfense n'est pas une option. C'est une tradition, avec ses gestes transmis de génération en génération. Stella Rocha, notre guide du jour, a travaillé ici de 1993 à 2008. Le « *Todas* » ? Dans son livre, elle la décrit comme étant déjà, dans les années 1990, « *une loi au Bois* ». Déjà, à son époque, on jugeait la dangerosité d'un client en quelques secondes de conversation. Au moindre doute, la passe se faisait tout près, derrière les arbres, à portée de voix des copines. Déjà, on exigeait l'argent d'avance, billets aussitôt glissés dans la cuissarde, où Stella rangeait aussi un couteau automatique. À cette panoplie s'ajoutait le gros caillou qu'elle gardait au fond de son sac. Trente ans plus tard, l'esprit demeure, seuls les outils ont changé. Tilly, elle, est toujours en activité. Son arsenal tient en deux objets : une lampe torche surpuissante, dont le faisceau éblouit

à distance les importuns, et une bombe lacrymogène qui ne quitte jamais son sac.

Car la faune nocturne ne se réduit pas aux voyeurs croisés dans nos épisodes précédents. Il y a aussi les casseurs, à qui l'on doit ces éclats de verre qui constellent les avenues du Bois. Par grappes de quatre ou cinq, ils rôdent toute la nuit, à l'affût des voitures dont les occupants se sont éclipsés dans les sous-bois. « *Certains voleurs en survêt joignent l'utile à l'agréable : ils se laissent faire la gâterie proposée avant de passer aux choses sérieuses* », raille Stella.

La loi du silence

Leur impunité, presque totale, tient au silence des victimes : le client, honteux d'avoir été surpris en ces lieux, n'ose pas porter plainte, et les filles n'osent guère davantage. Un silence face à la police vieux comme le Bois : au cœur de l'hiver 1996-1997, cambriolée de 360 000 francs d'économies cachées sous son clic-clac, Stella n'en déclara que 60 000 au commissariat. « *J'étais pute et étrangère* », écrit-elle. Elle redoutait alors davantage l'enquête que le voleur.

Toutes le répètent : depuis le Covid, la situation n'a fait qu'empirer. « *Les flics viennent rarement. Avant, quand on se faisait agresser par des racailles, ils nous répondaient carrément : "Démerdez-vous !"* » Les anciennes, pourtant, gardent en mémoire un temps où l'uniforme inquiétait davantage



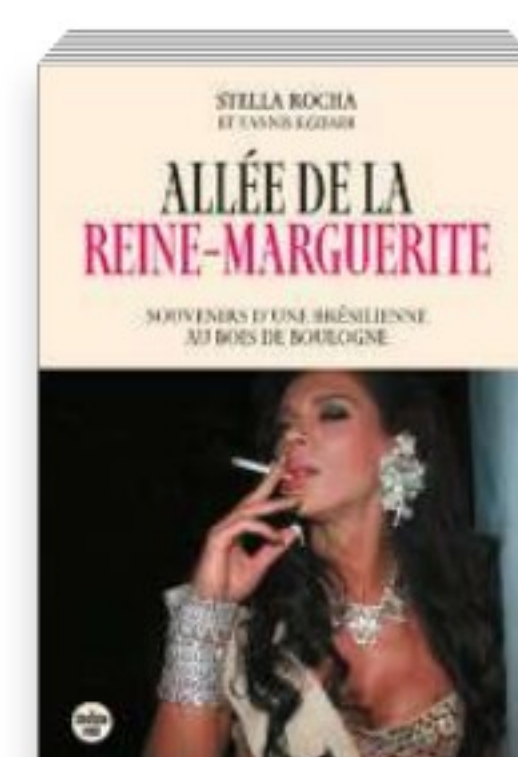
que les voyous. Dans les années 1990, les arrestations tombaient, réglées comme du papier à musique, expulsions à la clé. Et il y avait ce vieux policier que les filles avaient surnommé « Hitler », qui insultait et tabassait. Vera Furacão, la marraine de trottoir de Stella, revint une nuit le visage tuméfié. Cette époque du racket et des coups assénés par les flics est heureusement révolue. Mais, d'une décennie à l'autre, le problème s'est inversé : hier, les filles fuyaient la police ; aujourd'hui, elles l'attendent parfois trop longtemps quand survient un problème.

En attendant, le Bois fait ce qu'il a toujours fait : il s'administre lui-même. Stella raconte l'épisode du « tueur du bois de Boulogne », survenu dès sa première année sur l'allée : deux filles assassinées à quelques jours d'intervalle, la psychose, la rumeur d'un client contaminé par le VIH venu se venger sur les travestis. Certaines filles s'étaient alors cotisées pour engager des gardes du corps. Le tueur fut arrêté peu après, dénoncé par une fille qui l'avait reconnu, le coffre de sa voiture

D'un face-à-face entre casseurs et protecteurs naîtra, en 2018, le drame de Vanesa Campos.



VIGIE L'équipe du Pastt, sous la houlette de Fadila (2^e à dr. près de Stella), vient à la rencontre des prostituées et distribue boissons chaudes et préservatifs.



Allée de la Reine-Marguerite, de Yanniss Ezziadi et Stella Rocha, Le Cherche-Midi, 240 p., 20 €.

rempli d'armes. Ces vigiles improvisés étaient les ancêtres des « protecteurs », qui referont surface dans les années 2010. Et c'est de ce face-à-face entre casseurs et protecteurs que naîtra le drame de Vanesa Campos, en 2018.

Repousser la noirceur du Bois

Le nom de cette travailleuse du sexe hante encore les allées. Depuis des années, les prostituées sud-américaines étaient la proie de bandes qui détroussaient leurs clients, armes au poing, dans une véritable mise en coupe réglée du Bois. Excédées, les filles avaient fini par s'organiser et par salarier des protecteurs. Dans la nuit du 16 au 17 août 2018, Mahmoud Kadri et Karim Ibrahim, condamnés en 2023 à quatorze et dix-sept ans de réclusion, ont rejoint dans le Bois une dizaine d'autres jeunes hommes pour en découdre avec les protecteurs. Vanesa Campos, 36 ans, s'est retrouvée au milieu de l'expédition punitive, dans un recoin isolé où elle travaillait depuis deux ans. Elle y a laissé la vie.

Depuis, les camionnettes des filles se sont hérissées de projecteurs qui dardent une grosse lumière blanche et permettent de voir venir quiconque rôde autour des véhicules. Comme la torche de Tilly, ces éclairages

ont une même vocation : repousser, mètre par mètre, la noirceur inquiétante du Bois. Du temps de Stella, les lampes torches des policiers trouaient la nuit et surprenaient les passes dans les voitures. Revenue en visiteuse plus tard, elle a découvert, ébahie, des guirlandes lumineuses enroulées autour des arbres pour signaler la présence des filles, et de grandes installations colorées en forme de chapiteau sous lesquelles on danse la salsa. « À mon époque, nous étions obligées de nous cacher lorsque la police passait », note-t-elle.

En matière de lumière protectrice, c'est un autre véhicule qui tient désormais le haut du pavé. Un petit camion sillonne les allées, à la fois ambulance et vigie : celui du Pastt (Prévention action santé travail pour les transgenres). À son bord, le soir où nous l'empruntons, Fadila, ancienne prostituée du Bois, et son équipe. Vers 21 ou 22 heures, lorsque les filles prennent leur poste, la tournée commence, avec son rituel immuable : boissons chaudes, distribution de préservatifs, dépistage pour qui le souhaite, et ce registre où chaque nouvelle venue est consignée, origine et sexe de naissance à l'appui. Ce soir-là, on y trouve une écrasante majorité de « Pérou » et un bon quart d'« Algérie » :

toute la géographie du Bois tient sur une liste au format A4. Certaines figures échappent cependant au registre. Et cette protection du Pastt a ses limites. Face aux casseurs, aux clients qui cognent, l'équipe ne peut pas s'interposer. Tout au plus appeler police et pompiers, rester auprès de la fille à terre, lui tenir la main en attendant les secours. Et, parfois, se sentir impuissante, hélas.

L'aide s'installe dans la durée. Des assistantes sociales accompagnent les filles au dépôt de plainte, dans la recherche d'un logement, dans le labyrinthe des titres de séjour. Le Pastt est né en 1992, alors que l'épidémie de VIH frappait de plein fouet les communautés les plus marginalisées et que les personnes trans n'apparaissaient tout simplement pas sur les écrans radars de la santé publique. C'est dans ce vide que Camille Cabral, médecin d'origine brésilienne et première femme trans élue en France – à Paris de 2001 à 2008 –, a imaginé un espace pensé par et pour les personnes trans. Trente ans plus tard, Ines Mess, femme trans engagée et bientôt représentante de la France à Miss International Queen (le plus grand concours de beauté pour les femmes transgenres), a repris le flambeau. Toujours pour éclairer dans la nuit. **M**

Nettoyer les plages... une fausse bonne idée

Virer les seringues et les papiers d'emballage des plages ? D'accord, mais pas touche aux laisses de mer. Quèsaco ? On vous explique.

Par **Frédéric Denhez**

Savez-vous les risques que vous prenez à vous étendre sur une plage ? Oui, il y a le coup de soleil, le voisin de serviette qui parle (fort) au téléphone, la seringue du drogué qui traîne, le vendeur de chouchous enquinant. Mais ce n'est pas tout. Le Vidal, l'Évangile selon les médecins, a fait une revue bibliographique dont la conclusion est une ordonnance : restez chez vous.

Pourquoi ? Parce que le sable regorge de micro-organismes, pour l'essentiel d'origine... fécale. Non pas que les baigneurs fassent caca à côté de leur natte, mais nul d'entre nous n'est toujours propre comme un bidon d'eau de Javel. Et puis il y a les oiseaux. Tant que vous restez allongé, cela dit, ça va. En revanche, en creusant, pis, en s'enterrant dans le sable, nous augmentons d'un quart le risque d'attraper la diarrhée. Fois cinq pour les enfants de moins de 5 ans ! Le château de sable abrite les vilaines sorcières de la confrérie des entérocoques et *Escherichia coli*.

Alors, où est le problème avec le nettoyage des plages ? Chaque matin, sur les littoraux les plus fréquentés de métropole, à l'heure où les joggeurs croisent les chiens, des machines criblent. Leurs lames vibrantes soulèvent le sable sur 20 à 30 cm afin d'en ôter toutes les cochonneries – des bouts de crabe aux billes de polystyrène. Une pratique née des marées noires, en particulier de celle que provoqua l'*Erika*. Le traumatisme et la nécessité de rentabiliser les machines achetées pour l'occasion expliquent la volonté de faire chaque matin table rase. À Cannes, on est même allé jusqu'à cribler et aseptiser à l'eau de Javel durant

la crise du Covid ! « Tamiser le sable ne change pas sa cohésion, heureusement, non ; le vrai problème, c'est le nettoyage des laisses de mer », nous éclaire Éric Chaumillon, enseignant chercheur en géologie marine à l'université de La Rochelle. C'est-à-dire tout ce que laisse la mer, là où ses vagues s'affalent : des algues en tas, des posidonies en banquette, où l'on trouve des bouts de bois, des coquilles de mollusques, des os de seiche, etc. En plus de nourrir une foule d'insectes et la multitude de micro-organismes qui vit dans le sable, ces bourrelets qui marquent là où la mer est allée le plus haut « dissipent le jet de rive », explique-t-il. Le jet de rive ? Cette nappe d'eau qui est la transformation de la vague après son déferlement. « Les laisses de mer cassent l'énergie des vagues et du vent, cela préserve les plages de l'érosion. » Le chercheur précise : « Quand on les retire, il y a plein de sable qui vient avec. Or, du sable, on en manque avec l'érosion. »

Maintenir les laisses de mer

Voilà ce qu'a fini par faire comprendre Laurent Boyer à ses administrés : il faut laisser les laisses de mer. Personnalité de la plongée et premier adjoint à la mairie de Trébeurden (Côtes-d'Armor), chargé des transitions énergétiques et environnementales, il est en mission depuis douze ans. « Les algues, ça pique, ça gratte, et puis ça pue, et dedans il y a des bêtes, c'est ce que les gens pensaient. Il fallait tout retirer pour que les plages soient propres. Mais on a fait de la pédagogie, notamment auprès des gamins à l'école. Pour les touristes, on a mis en place des "ateliers laisses de mer". » Résultat : les grandes plages de Goas Treiz et Tresmeur ne sont plus nettoyées... et sont toujours aussi pleines en été. Ami baigneur, ça vaut bien une diarrhée, non ? **M**



Le fossile, une vieille histoire ?
Détrompez-vous, il y en a tout autour
de vous. On vous explique.

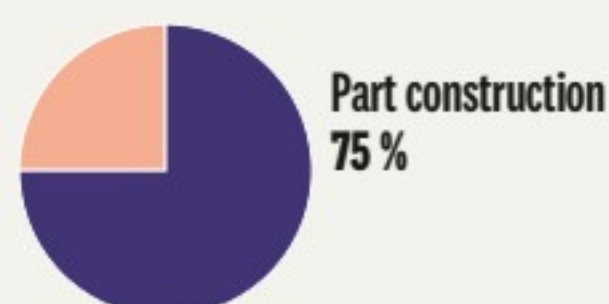
Le charbon, roi de nos maisons ?

Le bâtiment et les travaux publics (BTP) sont méchamment accros aux énergies fossiles, au charbon surtout. À cause... du béton et de l'acier ! **Par Laurence Dequay**

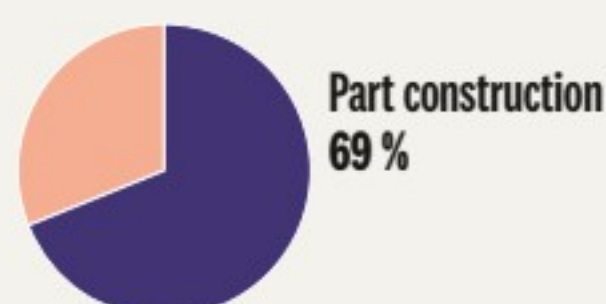
Dans le bâtiment, le neuf est le plus gros émetteur de gaz à effet de serre

Part de la construction dans les émissions de GES des bâtiments (%), rapportées à l'ensemble de leur cycle de vie.

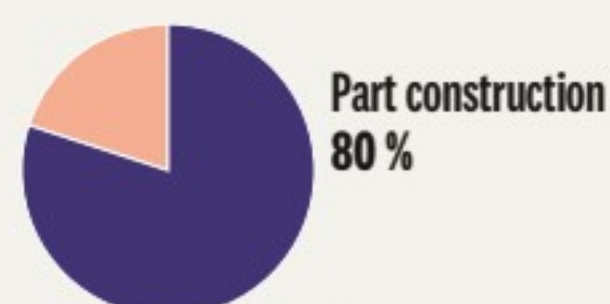
MAISON



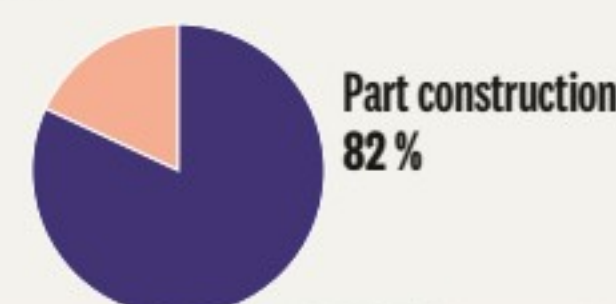
LOGEMENT



BUREAU



ENSEIGNEMENT



Tout le monde aime la pierre, emblème d'éternité, extraite cependant par des engins qui brûlent du diesel. Mais elle existe aussi, et dans des proportions inouïes, sous forme... liquide. Premier matériau de construction à l'échelle de la planète, cette pierre liquide, le béton, comprend un sixième de ciment, la colle qui lie les ingrédients (sable, gravier, eau). Or, pour fabriquer ce ciment, les industriels emploient du clinker. Qui, lui, s'obtient en cuisant de la chaux calcaire et de l'argile, avec du charbon et du coke, notamment. Cette combustion à 1450 °C est directement responsable d'un tiers de l'empreinte carbone du ciment.

Sur un chantier, chaque mètre carré construit relâche donc autant de CO₂ dans l'atmosphère que le vol d'un passager sur un Paris-New York. Cependant, sur une planète où les architectures s'uniformisent, et dans une France qui pourrait manquer de 850 000 logements en 2030, il est plus difficile d'immobiliser les bétonnières que de renoncer à monter dans un avion ! Aussi les professionnels innoveront-ils : ils misent sur l'économie circulaire et concoctent dans leurs laboratoires des bétons « bas carbone », qui représentaient 1 % du marché en 2025.

Dans sa cimenterie de Montalieu (Isère), le groupe Vicat a déjà remplacé partiellement le charbon dans ses fours par des

résidus d'ordures collectées aux alentours. Il cherche également à remplacer ce combustible par de l'hydrogène. Membre d'ABCD – une association créée le 26 juin pour décarboner le BTP –, Surschiste, propriété de Daniel Kretinsky (actionnaire de Marianne), valorise les cendres piégées dans ses centrales thermiques (charbon, biomasse) ou extraites de terrils. Ces rebuts peuvent remplacer jusqu'à 25 % du ciment dans un mètre cube de béton. Toujours ça de gagné !

Bois, chanvre et réemploi

Une autre recette consiste à substituer au clinker un résidu coproduit par les hauts-fourneaux des sidérurgistes lorsqu'ils fondent du minerai de fer : le laitier. « En recourant à ce laitier, nous pouvons économiser jusqu'à 70 % de clinker ! », s'enthousiasme Olivier Guise, directeur d'Ecocem, dont les bétons bas carbone sont employés sur les chantiers du Grand Paris. À Marseille, l'entreprise familiale Bronzo Perasso, qui a fourni le béton du Stade Vélodrome, investit : « Nous construisons un broyeur de calcaire très pur, lequel se substituera en partie au ciment de notre béton », confie Nicolas Luttringer, directeur marketing et prescription. Nombre d'observateurs s'impatiente cependant : le Centre

scientifique et technique du bâtiment peut mettre jusqu'à trois ans pour autoriser leurs innovations ! Or sa caution est nécessaire pour tranquilliser les assureurs et émettre une garantie décennale sur des travaux.

La construction est aussi le secteur qui engloutit le plus d'acier au monde. Or, pour fondre le minerai de fer dans leurs hauts-fourneaux, les aciéristes brûlent du charbon sous forme de coke, notamment en Chine, où est produite la moitié de l'acier mondial. En France, ce problème se pose avec moins d'acuité. Selon le Syndicat de la construction métallique de France, 95 % des aciers longs (poutrelles, plats, cornières) utilisés dans la construction sont fondus à partir de ferraille, dans des fours électriques alimentés par de l'énergie nucléaire. Et cet acier secondaire, tel le XCarb d'ArcelorMittal, pollue cinq fois moins qu'un acier classique.

Votre maison pourra-t-elle demain dire adieu au charbon ? Le BTP devra progresser en réemployant par exemple ses éléments métalliques de construction (5 % seulement sont réutilisés), en construisant davantage en bois ou en chanvre, et en s'inspirant des techniques traditionnelles. Pour cela, un petit coup de pouce réglementaire pourrait débrider les imaginations. Car des idées, on en a, mais il faut leur donner libre cours pour se libérer des fossiles ! **M**

Dans les années 1970, la France comptait près de 4 500 de ces restaurants emblématiques des bords de nationale. Il n'en reste aujourd'hui qu'environ 700.

Mission casse-croûte

Depuis 2019, le photographe **Guillaume Blot** parcourt l'Hexagone à bord de son van. Son rituel estival : sillonner les départementales et les nationales à la rencontre des travailleurs de la route. En six ans, le photographe a poussé la porte de quelque 120 établissements à travers le pays, constituant une radiographie des **"Restos routiers"**.

AU FOUR À BOIS, ARCY-SUR-CURE (89)
Au four à bois, la caravane passe. Et s'arrête parfois manger ici des tomates vinaigrées sur une table assortie.



CHEZ VÉRO ET GAËLA, SANTILLY (28)
"On est fans de Betty Boop, alors la couleur est venue assez naturellement !" Gaëla et Véro, amies-patronnes depuis 2007.

LE TORPÉDO, TRAVECY (02)
Sébastien est venu avec son "camtar" apporter des poids, lourds bien sûr, pour installer des parasols en terrasse. Aquarella, la patronne, lui proposera de rester dîner ensuite.



LE MILLE-PATTES DU 124, MARSAN (32)

"Le mille-pattes, en Italie, c'est le surnom des camions qui, à cause des virages, ont beaucoup de roues." Yves, gérant inspiré.



Photos et légendes extraites du livre *Restos routiers*, collection "Hoëbeke", Gallimard, 2025.



**LA BONNE TABLE,
FLERS-EN-ESCREBIEUX (59)**
“Ici, c’est une affaire de famille. Derrière
le comptoir, par exemple, c’est Kader,
mon tonton.” Flo, serveuse bien vernie.
(Restaurant fermé depuis.)

Yoann Gourcuff : l'homme blessé

Des coups, le "Zidane breton" en a pris. Sur le terrain mais en dehors également. Surtout au moment de la débâcle à la Coupe du monde 2010, en Afrique du Sud. Propos malveillants, récupération politique... Aujourd'hui, il fait de la com. **Par Valérie Abecassis**

Lire la page Wikipédia de Yoann Gourcuff, c'est comme regarder un des épisodes de la série « Hippocrate », de Thomas Lilti, c'est être embarqué en urgence auprès d'un corps blessé de partout : un corps meurtri où tout fait mal : orteils, sésamoïdes médians, adducteur, dents, cheville, bassin, cuisse, genou, péroné. Un abyssal dossier médical constitué de souffrances et de vertigineuses frustrations eu égard aux enjeux du foot. Que serait devenu le plus efficace et le plus beau gosse des stades si son corps (ou son inconscient) ne lui avait pas provoqué tant d'empêchements : un Zidane breton ? L'histoire et le féroce monde du foot en ont décidé autrement. Yoann Gourcuff, la coqueluche du grand public, a quitté les crampons sur des notes aigres. Où est-il depuis ? Il se refait une santé, réfugié dans le silence, le calme et la bienveillance de sa Bretagne natale, à Ploemeur, en famille. Lui qui a débuté à l'âge de 5 ans au FC Lorient cultive l'absence médiatique au bénéfice de l'amour conjugal, et ça lui va bien ; son épouse, l'actrice et mannequin Karine Ferri, avec ses 701000 followers sur Instagram, fait du bruit pour eux deux.

L'un des derniers posts concernant son chéri, tout en émojis cœur/ballon/gâteau, le félicitait à juste titre pour le fameux « match des légendes ». La Team des héros, emmenée par Yoann, rencontrait lundi 6 avril, au stade du Moustoir, les légendes du FC Lorient. C'était un beau moment de partage tout en Bretagne solidaire et généreuse, 10 600 spectateurs (12 000 likes pour le post de Karine Ferri), des places accessibles à 10, 20 et 25 € et des bénéfices de tickets vendus pour le Fonds de dotation de Kerpape, un fonds, comme on peut le lire sur son site, qui,

« depuis sa création, en 2016, a permis d'ancrer plus encore le Centre de Kerpape dans une dynamique de recherche et d'innovation ». Kerpape étant lui-même « un centre mutualiste de soins de suite et de réadaptation spécialisé en rééducation fonctionnelle et en médecine physique ». Décidément, Gourcuff n'est jamais loin des officines de santé.

La vie est douce à Ploemeur, quatrième commune du Morbihan. Il y a vingt ans, en juillet, s'y tenait l'Open de France de sacabane sportive, ce fameux tube avec lequel on lance de petits projectiles par la force du souffle, certains pouvant être mortels. Signe funeste ? C'est que, en plus de ses blessures,

notre milieu offensif s'est pris pas mal de pruneaux, certains avérés, d'autres colportés par la bêtise sportive, l'effet de meute, les amalgames et la récupération politique. Plus de 1 million et demi de personnes ont regardé le doc Netflix *le Bus. Les Bleus en grève* et se sont donc pris en rappel le fiasco de la Coupe du monde en Afrique du Sud. La phrase terrible de Domenech : « *Je sacrifie l'agneau. [...] Gourcuff ne joue pas demain.* » Et puis les mots à l'époque de la ministre des Sports, Bachelot, à l'Assemblée nationale : « *Une équipe de France où des caïds immatures commandent à des gamins apeurés.* » Qui étaient les gamins ? Yoann, 23 ans ?

Victime de racisme anti-Blancs ?

Tout le monde a réentendu Marine Le Pen évoquer « *des clans ethniques, religieux, qui mettent en place quasiment une sorte d'apartheid au sein de l'équipe* ». Personne n'en a vraiment les preuves mais tous les livres et les articles l'affirment, notamment le très complet papier de Bernard Lions dans *l'Équipe* en 2025 : « *Gourcuff a été la victime idéale de "racisme anti-Blancs", traumatisé par les dérives du football moderne.* » On peut aisément comprendre que, dans ce contexte, ce joli garçon, photographié par Bruce Weber, photographe du Tout-Hollywood, blanc, breton et bien élevé, prenne sa retraite sportive à seulement 32 ans avec le souvenir triste d'une équipe de France déconfite et des clubs que son corps défaillant a honorés : Milan AC, Girondins de Bordeaux, Olympique lyonnais, Stade Rennais, Dijon Football Côte-d'Or. À la tête de deux sociétés – Yo image (société de conseil en relations publiques et communication fondée en 2007) et Keryo (spécialisée dans la location de terrains et autres biens immobiliers, créée en 2011) –, notre ex-numéro 8 peut regarder la mer, ses enfants, sa femme et se passer en boucle son premier but en équipe de France contre la Roumanie à Constanta, une frappe de 35 mètres sous la barre transversale. On était en 2008. Cette année-là, le magazine *Têtu* l'élisait « Bombe de l'année ». **M**

MÉTÉORE
Parti en flèche, le milieu offensif ne s'est pas relevé de l'échec du Mondial 2010.



On a tous en nous quelque chose de...

Quelle part d'Emmanuel Macron sommeille en vous ?

Un président qui a effectué deux mandats a forcément un peu déteint sur nous tous. D'ailleurs, d'une certaine manière, Emmanuel Macron a déteint sur lui-même, en étant capable de dire l'inverse de ce qu'il disait avant son accession au pouvoir suprême. Êtes-vous, vous aussi, un chantre du « en même temps », qui, finalement, rime avec reniement ? **Par Antoine Margueritte**

Votre banquier vous propose d'investir une partie de votre fortune dans une PME qui a tout d'une pépite :

- ◆ Je le laisse gérer, c'est son métier
- Non, seuls l'or et la pierre sont dignes de confiance
- Je fais une contre-offre plus diversifiée afin de répartir mes investissements

Vous appelez votre animal de compagnie (si vous n'en avez pas, faites un tout petit effort d'imagination) :

- ◆ Généralement, je l'appelle « viens faire pipi » ou « viens manger »
- Par son nom déclaré aux autorités à sa naissance. Point barre.
- Avec un petit surnom qui est arrivé au bout de quelques années

Et sinon, vos amis, vos copains, vos potes :

- ◆ Chacun pour soi. Je n'ai aucun ami. Je n'y peux rien : les gens, visiblement, ne m'aiment pas
- Rencontrés en maternelle, et toujours là. On passe les vacances, mariages, Saint-Sylvestre et Noël ensemble
- Je me fais un nouveau cercle d'amis à chaque changement dans ma vie (reconversion, maladie, cavale...)

Les contrats de téléphonie pour toute la famille...

- ◆ Sont la responsabilité de mon opérateur, il me préviendra si je dois en changer
- N'ont pas changé depuis l'affaire des suicides de France Télécom
- Se renégocient chaque année, avec changement de téléphone pour rester à la page

Votre repas du midi au boulot c'est...

- ◆ Je laisse mes collègues choisir et je suis le groupe, même s'ils décident de pratiquer le jeûne intermittent
- La gamelle préparée la veille au soir, ou même le dimanche pour toute la semaine. Ça fait des économies, et je mange moins de bêtises.
- Je suis un iguane, tantôt sushi, tantôt pot-au-feu, tantôt sandwich triangle. Mon multiculturalisme est culinaire.

Comment avez-vous fait vos choix de carrière ?

- ◆ J'ai repris l'activité familiale, comme toute ma lignée
- La sécurité de l'emploi. Fonctionnaire ou autre poste indéboulonnable.
- Je suis allé vers le pognon, puis vers ma passion (j'ai toujours du pognon)

Un voisin terrorise tout le quartier

- ◆ Je lance un concerto chez moi pour ne plus entendre les problèmes
- Il est temps qu'il comprenne par... la violence physique
- Je vais tenter une conciliation (je finis par appeler les flics)

Résultat

Majorité de ◆

On ne peut pas vous accuser de vous être dédit. On ne peut pas non plus vous accuser d'être si droit dans vos bottes que vous en êtes buté comme un chien de chasse. Mais c'est facile de ne pas se tromper quand on n'a pas d'avis ! Votre refus dogmatique de toute forme de risque vous évite la mort, mais sans doute un peu la vie aussi.

Majorité de ■

On a vu des montagnes ou des chênes centenaires plus flexibles que vous. Vous êtes l'inverse de la déconstruction : tout reste en place, malgré les années, il n'y a pas un boulon qui a bougé ni un écrou qui a pris du jeu. Vu votre réticence au changement, on se demande même si vous changez régulièrement vos draps, l'éponge ou votre brosse à dents.

Majorité de ●

Vous êtes une girouette ! En ligne directe avec Éole, le dieu des vents. Vos grands écarts sont dignes du changement macronien de 2017 à 2026. Nucléaire, souveraineté, accords de libre-échange : on prend les mêmes thèmes et on fait l'inverse de ce qu'on promettait au départ. Vous devriez contacter l'Élysée, peut-être le président vous proposera-t-il un stage pour sa dernière année dans les locaux ?



Les montagnards sont sur ses traces, il le sait. Et ils connaissent le terrain par cœur. Dans la nuit des monts Zagros, les contours des crêtes se dessinent sur le ciel d'un bleu sombre. Ses yeux se sont habitués, il distingue chaque anfractuosité du terrain. De toute façon, il avance à pas prudents. Dans sa chute, après que l'avion a été abattu, le colonel D. s'est mal réceptionné. Mais cette entorse ne l'empêche pas de marcher. Et puis, il y a l'adrénaline, les procédures qu'il connaît par cœur, les réflexes acquis en stage de survie et cette certitude : toute l'armée américaine le cherche ; on ne laisse personne derrière, c'est le mantra des soldats. Mais ceux qui sont le plus près, ce sont les Bakhtiari, une tribu nomade. Cette région de l'ouest de l'Iran, c'est leur territoire depuis des millénaires. Ils y gardent leurs troupeaux et ils y chassent. Ils en connaissent chaque recoin. Comme les villageois du secteur, comme les miliciens bassidji, ils sont lancés par centaines aux trousses de cet officier américain. Pour la gloire, mais aussi pour la récompense que le pouvoir iranien a promis pour sa capture. Quant aux forces des gardiens de la révolution, elles ont aussi été dépêchées sur place.

Nous sommes le 3 avril – la guerre lancée par les États-Unis et Israël a commencé cinq semaines plus tôt – et, ce jour-là, un avion de chasse F-15 Strike Eagle est abattu par un missile sol-air iranien. Certes, les systèmes de défense aérienne de Téhéran ont été massivement détruits depuis le début de la campagne, ils n'ont plus la possibilité de tirer des missiles à longue distance. Mais contre une arme individuelle actionnée depuis le sol, alors que les avions volent de jour et à basse altitude, il n'y a rien à faire, et l'état-major américain vient de le découvrir de la pire des manières. À bord de cet avion, deux hommes : le pilote, et celui qu'on appelle l'officier de système d'armes, responsable de la navigation, de l'aspect tactique et de la désignation d'objectifs ; en l'occurrence, le colonel D. Dès l'instant où les occupants de l'avion se sont éjectés, tout le système de protection et de récupération se met en place.

Le « close air support » tout d'abord, qui consiste à envoyer des appareils pour détruire les accès potentiels à la zone de crash, ponts et routes, à s'interposer entre les militaires devant être récupérés et leurs

poursuivants. Dans le même temps, l'ensemble des moyens de guerre électronique sont activés afin de brouiller les radars qui subsisteraient et l'ensemble des communications cryptées. Puis ce sont les unités de sauvetage des forces spéciales qui sont dépêchées par hélicoptère, avec des avions ravitailleurs C-130 : les distances sont très importantes, et les hélicos n'ont pas l'autonomie suffisante pour pénétrer profondément en territoire ennemi sans ces relais. À leur bord, les Pararescue jumpers (PJs) de l'US Air Force, dont la devise, *That others may live* (« Pour que les autres vivent »), parle d'elle-même. Leur spécialité est le sauvetage de pilotes au combat derrière les lignes ennemies, avec un fort accent mis sur le « medic », le traitement des blessures en zone isolée par des équipiers qui sont aussi bien des combattants aguerris que de super infirmiers. Les PJs sont habitués à travailler avec d'autres unités des forces spéciales. En l'occurrence, les commandos de la Navy, plus précisément ici le Seal Team 6, dit Développement Group, légendaire pour avoir réussi la capture d'Oussama Ben Laden au Pakistan en 2011.

Et la Delta Force, l'unité la plus secrète de l'armée de terre, qui est allée chercher dans son palais, quelques mois plus tôt, le dictateur Nicolás Maduro au Venezuela.

Un impératif stratégique

Les États-Unis mettent tout en œuvre pour récupérer leur pilote, car la pression sur l'administration Trump est maximale. Le coût politique de la capture de pilotes par les Iraniens serait énorme. Les mollahs et les gardiens de la révolution les utiliseraient comme monnaie d'échange et les menaceraient d'exécution, et Trump a déjà suffisamment de mal à faire admettre le bien-fondé de la guerre à une partie de son opinion, lui qui s'est fait élire sur une promesse de paix. Plus qu'une obligation tactique et un devoir moral, ce sauvetage est un impératif stratégique. Quarante-six ans plus tôt, en avril 1980, le fiasco de l'opération « Eagle Claw » pour récupérer les 53 otages de l'ambassade américaine à Téhéran avait coûté sa réélection au président démocrate Jimmy Carter. Huit militaires y avaient été tués, et des documents classifiés de la CIA

PERDU DANS LES MONTAGNES D'IRAN

Le 3 avril, un avion de chasse F-15 américain est abattu au-dessus des monts Zagros. Le pilote est rapidement récupéré, mais son officier de système d'armes se retrouve isolé en terrain hostile, poursuivi par l'ennemi. Une course contre la montre s'engage pour le retrouver.

Par Vladimir de Gmeline

L'enjeu consiste à être repéré par les forces amies pour être secouru, sans l'être par les ennemis qui le traquent.



PASSE-PASSE Téhéran a présenté comme des prises de guerre les avions que les Américains ont eux-mêmes détruits.

y avaient été laissés dans des appareils abandonnés sur place, en pleine tempête de sable. Ce traumatisme profond, dont le souvenir plane sur la mission en cours, avait entraîné la réforme profonde de l'organisation des forces spéciales et la création du Joint Special Operation Command. Une machine parfaitement huilée, qui permet à toutes les composantes d'une opération de travailler ensemble, sans concurrence, et avec une communication instantanée.

C'est elle qui va permettre de localiser le colonel D. Le pilote, lui, a été récupéré très vite, sept heures après le crash. On imagine qu'elles ont été longues, ces heures... C'est cependant peu, à côté de ce que s'apprête à vivre le colonel D. Car, selon une enquête du *New York Times*, les drones de surveillance américain ne sont pas parvenus à le localiser. Selon un procédé que l'on ne connaît toujours pas, c'est la CIA qui y parvient et transmet sa position au Pentagone. Le colonel D. dispose d'un peu de nourriture, d'eau, d'une arme de poing, d'une balise de détresse, d'un appareil de communication cryptée. Et de tout l'enseignement et des réflexes acquis lors des stages de survie, où il a appris à se déplacer, à se cacher, et, dans le pire des cas, à résister aux interrogatoires. Il n'émet que de manière intermittente, progresse sur un

terrain escarpé, fait de pics, de falaises et de vallées. Mais, avant de couper ses communications, il a envoyé un message au contenu sibyllin, qui correspond à un code : « Dieu est grand ». Malgré sa blessure, il progresse dans la montagne. Tout l'enjeu consiste à être repéré par les forces amies pour être secouru, sans l'être par les ennemis qui le traquent. Il va escalader une crête de 2100 mètres de hauteur et trouver refuge dans une crevasse.

L'arme de la désinformation

Maintenant que la CIA l'a repéré, il faut retarder au maximum les Iraniens. Et pour cela, quoi de mieux que de leur faire croire que l'officier a déjà été récupéré, alors que l'opération de sauvetage est encore en cours ? L'agence va monter une opération de *deception* (tromperie, en bon français), en diffusant de fausses informations allant dans ce sens sur les réseaux sociaux. La véritable exfiltration, elle, doit se faire à partir d'une piste d'aviation abandonnée, en très mauvais état, à une vingtaine de kilomètres au sud d'Ispahan. Tandis que les PJs récupèrent le colonel D., la Delta Force sécurise la piste, et des combats acharnés s'engagent entre les poursuivants et les Navy Seals. Deux hélicoptères sont touchés et des membres d'équipage blessés, mais les appareils ne sont

pas détruits pour autant. Les avions, les hélicoptères et les drones américains canardent ceux qui tentent de s'approcher de la zone de récupération. En revanche, un sévère contretemps risque de compromettre la mission : les deux Hercules C-130 qui se sont posés sur la piste s'ensablent au moment de repartir. Pour les Américains, il n'y a qu'une solution. Faire venir d'autres appareils pour évacuer le colonel D. et la centaine de membres des forces spéciales présents sur zone. Et détruire les deux C-130 pour ne laisser aucun matériel militaire confidentiel aux mains des Iraniens.

Soucieux de faire oublier que le régime a laissé filer l'aviateur, Téhéran aura beau jeu de présenter ces avions détruits comme des prises de guerre, et de prétendre avoir déjoué le véritable objectif des Américains : récupérer de l'uranium enrichi.

Mais pour les Américains, le soulagement est immense : « *We've got it!* », écrit Donald Trump sur son réseau. Le colonel D. est blessé, mais il est sain et sauf. L'opération a duré trente-six heures. Cette opération de récupération d'une ampleur inédite, qui a mobilisé plus de 150 aéronefs. Aucun mort, quelques blessés et pertes matérielles, mais la mission est un succès. Donald Trump et son administration n'avaient pas le choix. Il fallait réussir. ■

Tout l'été, votez sur marianne.net pour choisir votre figure politique préférée, désignée au terme des phases éliminatoires.

Choisissez votre champion de l'histoire de France !

De Gaulle vs Blum, Clovis vs Jeanne d'Arc... C'est l'heure des demies !

Par **Hadrien Mathoux**

Mais où s'arrêtera-t-il ? S'arrêtera-t-il tout court, d'ailleurs ? Sans surprise, Charles de Gaulle a poursuivi sa promenade de santé au stade des quarts de finale, en ne faisant qu'une bouchée de son ministre de la Culture, André Malraux, écrasé avec plus de 4000 voix d'écart. Avec 96 % des voix en sa faveur, le Général fait encore mieux qu'au tour précédent, où il avait laminé Camille Desmoulins (92 %), et dépasse même le succès du référendum sur les accords d'Évian, approuvé en avril 1962 par 90 % des Français.

À la fois figure mythique – le héros de la Résistance, le fondateur de la V^e République – et familière – il est le seul concurrent restant de notre tournoi pour lequel des Français de 2026 ont peut-être voté un jour –, de Gaulle semble avoir toutes les cartes en main pour remporter notre trophée (certes, honorifique...) de champion de l'histoire de France. Mais, attention, tel les Bleus à la Coupe du monde de football cet été, le grand Charles n'a croisé aucun adversaire véritablement redoutable sur son chemin avant les demi-finales... Or c'est à un challenger d'un tout autre calibre qu'il fait désormais face.

Un socialiste pour défier le Général

En effet, dans ce qui était sans doute la plus grosse affiche des quarts de finale, Léon Blum est sorti vainqueur du duel qui l'opposait à Napoléon Bonaparte. L'Empereur, que d'aucuns à la rédaction voyaient déjà qualifié pour le dernier carré, subit un second Waterloo personnel, avec 43 % des voix. De quoi rappeler que malgré l'indiscutable grandeur du personnage son legs à la nation reste disputé : Bonaparte fut certes un conquérant et un bâtisseur, mais aussi

un tyran, rétablissant l'esclavage, envoyant des milliers de Français à la mort et laissant le pays dévasté en 1815.

Exit donc Napoléon et place à Blum, personnage dont le ratio « temps passé au pouvoir/empreinte laissée sur la société française » est sans égal : une petite année passée à la tête du Conseil des ministres de la III^e République aura suffi au socialiste pour augmenter les salaires, instaurer la semaine de quarante heures, permettre aux ouvriers de partir en vacances... Un héritage que nos chers lecteurs, attachés à une République sociale, ont récompensé à sa juste valeur.

Hasard du sport et de l'histoire, cette demi-finale au sommet opposera pour une fois deux dirigeants qui se sont côtoyés, certes, de loin. Pourtant très méfiant envers les hommes de parti, tels que Blum, de Gaulle a rapidement voué une certaine estime au socialiste, qui n'avait pas hésité à appuyer ses idées en faveur des blindés avant la guerre. Les deux résistants correspondent durant le conflit mais s'opposent après la Libération sur la nature du régime : Blum était attaché à une tradition parlementaire que de Gaulle considérait comme une des causes de la déroute de 1940.

L'autre partie du tableau a offert un quart de finale qui ne pouvait tout simplement pas être plus serré : dans un duel médiéval ultra-tendu, Clovis l'a emporté avec... une voix d'avance sur Charlemagne, alors que vous avez été plus de 4000 à participer à ce match au sommet ! L'équivalent d'une victoire aux tirs au but au bout du

suspense pour le Mérovingien, premier roi des Francs, qui a peut-être bénéficié sur le fil de l'ambiguïté qui entoure Charlemagne : le premier des Carolingiens, empereur d'Occident basé à Aix-la-Chapelle, peut-il réellement être considéré comme un dirigeant français ?

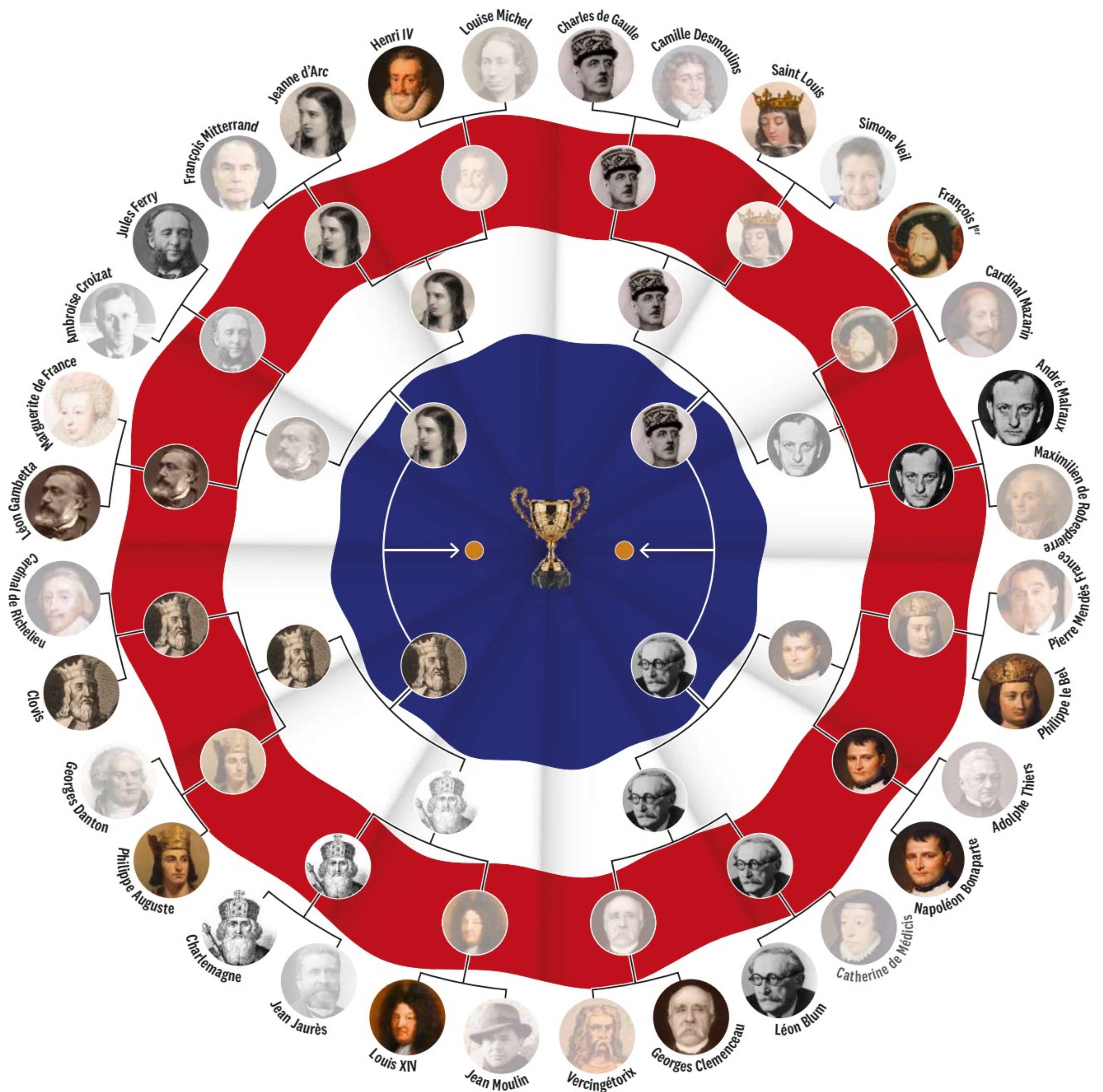
Divine demie

C'est une demi-finale fortement teintée de christianisme que, chers lecteurs, vous nous avez offerte, puisque Clovis aura tout bonnement Jeanne d'Arc pour adversaire. La Pucelle d'Orléans n'a pas fait de détail au tour précédent, balayant Léon Gambetta avec près de 86 % des suffrages. Rien ne semble pouvoir arrêter l'héroïne de la guerre de Cent Ans, pas même l'anticléricalisme proverbial souvent associé aux fidèles de Marianne.

Célébrée comme fille du peuple autant que comme fervente catholique, potentielle icône féministe mais aussi star des « tradis », la paysanne lorraine brûlée par les Anglais paraît disposer de tous les atouts pour se hisser jusqu'en finale. Méfiance tout de même : les partisans de Clovis I^{er} pourraient bien rétorquer que sans leur champion, de Jeanne d'Arc, il n'y aurait point eu. C'est en effet grâce à la conversion au christianisme du chef de guerre franc, près d'un millénaire avant la naissance de l'héroïne, que la France devint pour plusieurs siècles la « fille aînée de l'Église ». De quoi, pourquoi pas, rebattre les cartes avant ce face-à-face aux accents christiques. **M**

Rien ne semble pouvoir arrêter l'héroïne de la guerre de Cent Ans.

32 candidats au départ, un seul vainqueur : le tableau de la compétition



JOUEZ SUR INTERNET

Chaque semaine cet été, votez sur notre site pour faire avancer votre candidat favori parmi les 32 sélectionnés par *Marianne* au stade suivant de la compétition. Afin que les favoris ne se croisent pas trop tôt, ils ont été répartis en « chapeaux »,

sur le modèle de la Coupe du monde de foot. La compétition est identique à la phase ultime de cette dernière : une série de matchs à élimination directe, jusqu'à la finale. Aujourd'hui : la demi-finale !

**Pour voter : flasher le QR Code
avec votre smartphone**



LA PROVENCE À CINQ MINUTES DE PARIS



TRADITIONNEL CHASSÉ-CROISÉ
ENTRE JUILLETTISTES ET AOÛTIENS...



**Mieux vaut
en rire!**

Patience

« Les taux de disponibilités sont en amélioration » : voilà ce qu'a répondu l'entreprise chargée de la maintenance des Canadair, alors qu'elle est pointée du doigt pour la faible disponibilité de ses avions dans la lutte contre les feux de forêt. Si ça s'améliore, tant mieux ! On aura totalement rétabli le stock de Canadair aptes à voler pour l'hiver.

FEU LES NEURONES

Merveilleuse passe d'armes, sur X, entre l'ex-député ex-macroniste Stéphane Vojetta et l'élue insoumise Alma Dufour : le premier a dit à la seconde que les pompiers auraient bien besoin d'une « cruche » comme elle « pour lutter contre les flammes ». Ce à quoi elle a répondu : « C'est sûr que c'est pas avec votre toute petite lance à incendie que ça va suffire... » Certains disent qu'il faudrait que les élus passent un test de QI pour que le niveau arrête de baisser. Alors qu'on voudrait juste qu'ils la ferment, au moins pour l'été.

et inacceptable que représentait son bilan carbone. La guillotine, elle, est irréprochable de ce point de vue.

ENFANTILLAGES

C'est l'été, donc l'actualité n'est pas exceptionnelle en dehors des mégafeux. Seul petit sursaut de nouveauté : le RN et Renaissance se battent devant les tribunaux parce que la candidate à la présidentielle a utilisé le mot « renaissance » en majesté sur des affiches. Que les deux partis se rassurent, que ce soit pour un nom de parti ou un slogan : c'est nul, et tout le monde s'en fout.

ANNIVERSAIRE

Le 6 août, jour de sortie de ce n° 1534 de *Marianne*, est le 136^e anniversaire de la première exécution par chaise électrique, dans la prison d'Auburn, située dans l'État de New York. La pratique y a depuis été arrêtée, en raison de l'horreur absolue

LA BOULETTE

À l'occasion de l'arrivée sur X de l'homme le plus riche de France, Bernard Arnault, le propriétaire de la plateforme, Elon Musk, a tenu à lui adresser un message de bienvenue : « La meilleure façon de communiquer avec le monde, c'est directement, avec

Au "Point" du jour

L'inénarrable **Franz-Olivier Giesbert** n'en finit jamais de nous surprendre par sa puissance d'analyse.

“Oui, la France est en train de glisser vers un communisme mou”,

a-t-il balancé. Les incantations « on sombre dans le communisme » et « on sombre dans le fascisme » restent un excellent révélateur de penseurs pas très fins.

CRISE DE NOSTALGIE

Un Français a failli être condamné lourdement à Singapour pour s'être filmé en train de lécher une paille en plastique en libre-service et de la remettre à sa place. À deux doigts d'aller au gnouf, le jeune homme de 19 ans a dit regretter « profondément ». On ne le jugera pas : dans notre Europe de pailles en carton, on ne sait pas comment on réagirait si l'on retrouvait les illustres pailles en plastique.

vos propres mots, et non pas à travers ce miroir cauchemardesque qui déforme la réalité qu'est la presse traditionnelle. » L'homme le plus riche du monde s'est sans doute mal renseigné sur son ami français : la presse traditionnelle, c'est globalement lui qui la possède.

CASSE-TÊTE

Pour la énième fois, on nous sort cette rengaine, cette fois au micro de RTL : « Jean Castex, l'hypothèse qui monte dans le bloc central pour la présidentielle de 2027. » L'idée est que Macron fasse élire un très fidèle qui lui laisserait à nouveau sa place en 2032. Seul hic dans le plan machiavélique : il faudrait choisir un homme de paille qui pourrait être élu.

COMPLÈTEMENT BLINDÉS

Le *Telegraph* nous apprend que deux soldats britanniques ont fini au trou après avoir volé un blindé de 15 tonnes à l'issue d'une soirée arrosée. Les deux bidasses ont fait un « rodéo » autour de leur caserne et détruit plusieurs

véhicules. Si on est puni pour ça, plus aucun jeune n'aura envie d'aller porter l'uniforme...

À BIENTÔT !

Décidément, la ministre de l'Écologie, Monique Barbut, n'en finit plus de faire parler d'elle. Après sa vraie-fausse démission, le *Canard enchaîné* a décidé de ne pas lui lâcher la grappe en révélant que celle qui est restée pour « l'urgence d'agir face au réchauffement climatique » est partie passer ses vacances dans sa villa juste après le dernier Conseil des ministres. L'urgence attendra septembre : il n'y a pas le feu.

FRANCE(S)

Le compte X des Jeunes Républicains s'est fendu d'une intense réflexion après l'arrivée à la tête des Bleus de Zinedine Zidane : « Deux chances pour la France. Zizou à la tête de l'Équipe de France. Bruno Retailleau à l'Élysée. » Il y en a un qui a mis un coup de tête et l'autre qui a visiblement perdu la sienne.

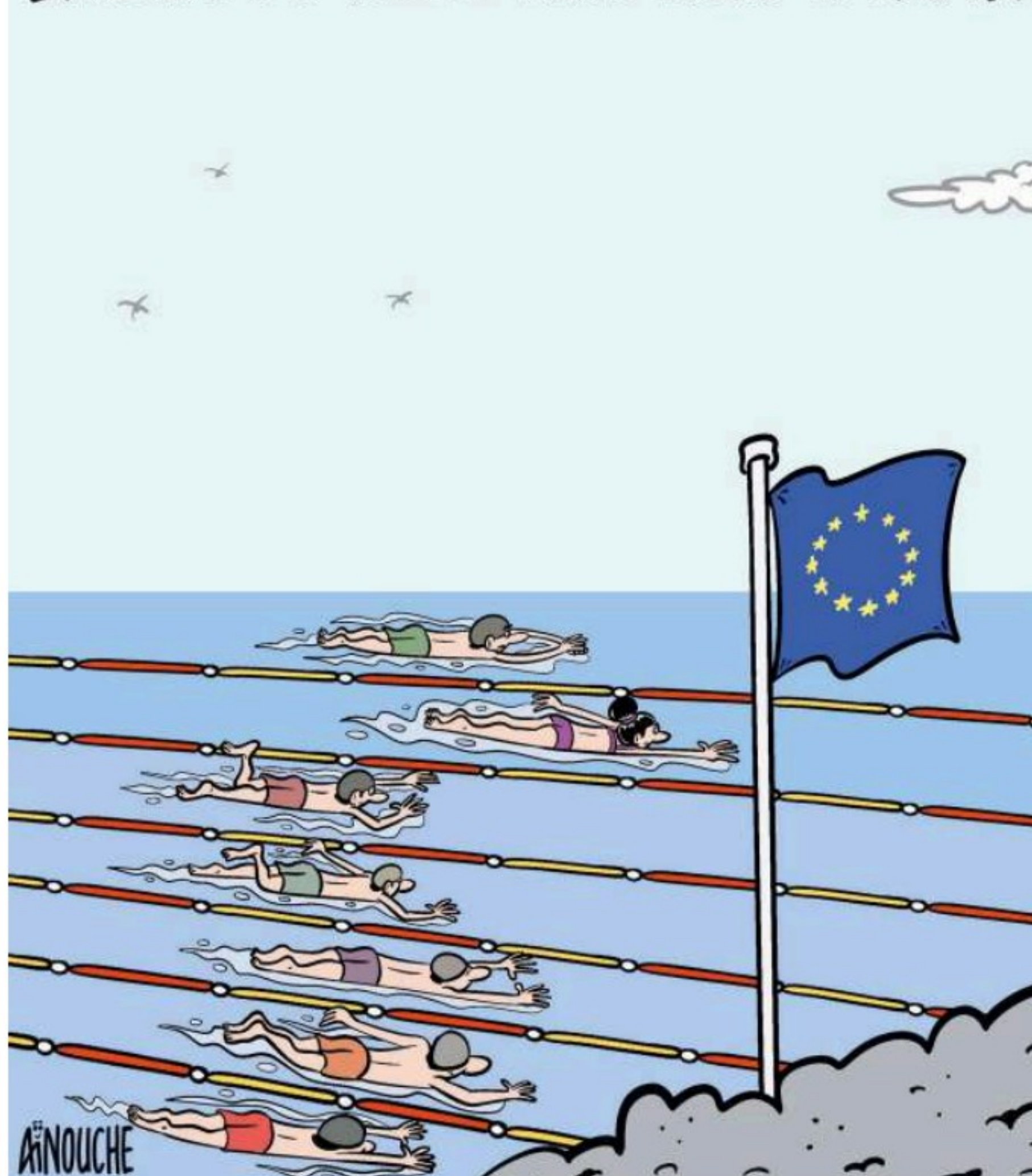
Olé osé

Interrogé par la chaîne YouTube Thinkerview, l'ancien ministre de l'Économie Bruno Le Maire a assumé l'écriture de son livre *Fugue américaine* (Gallimard, 2023) alors qu'il était à Bercy. Comme si le problème n'était pas plutôt son contenu, et le passage sur le « renflement brun », qu'on n'a pas envie d'associer à Bruno Le Maire.

DÉCEPTION POUR INFANTINO



ÉPREUVE DU 1500m NAGE LIBRE À CEUTA



Réagissez en écrivant à *Marianne* : lecteurs@journal-marianne.com / "Journal des lecteurs", 28 rue Broca, 75005 Paris

LE PLUS LU SUR *marianne.net*

1. Quand droite et extrême droite volent au secours du pauvre Bernard Arnault après une enquête du "Monde"
2. Gabriel Attal, son clan, la cocaïne et "Vanity Fair" : "Ça donne l'image d'une caste parisienne qui vit en autarcie"
3. Université : "La laïcité n'a pour objet ni la mise en scène du dialogue interreligieux ni la prise en compte des identités"

Période du 24 au 31 juillet 2026.



Ça vous a **FAIT RIRE**

**BERNARD CAZENEUVE :
"MON OBJECTIF, C'EST
DE DEVENIR PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE"**



LE DÉBAT SUR *marianne.net*

Incendies : faut-il durcir les peines contre les pyromanes ?

85% OUI **15% NON**

OUI

J'aime viscéralement la forêt, un peu comme Idefix ! À chaque incendie, notre première pensée va aux victimes, aux familles évacuées et aux pompiers. Puis le feu s'éteint... et l'on passe au sujet suivant. Pourtant, il laisse derrière lui un silence immense. Des hectares de forêt disparaissent en quelques heures ; la reconstitution prendra des décennies. Des milliers d'animaux n'ont pas eu la chance de fuir. Le pyromane ne brûle pas seulement du bois. Il détruit des vies, des paysages, des outils de travail et une part de notre patrimoine commun. La sanction doit donc être à la hauteur de ce qu'elle répare : non seulement un crime contre des personnes, mais aussi contre un bien collectif que personne ne pourra recréer à court ou moyen terme. **Thierry Mazauray**

NON

Alourdir les peines encourues ne sert à rien. Elles sont déjà lourdes, encore faut-il les appliquer et attraper les pyromanes. Les vraies solutions sont peut-être ailleurs. Dans l'aménagement préventif des zones à risque. Il faudrait une vraie volonté politique, et un budget considérable. Il y a quelques années des agriculteurs étaient payés pour débroussailler sur une ligne continue afin de servir de barrière coupe-feu. Mais le budget ayant fondu, ça n'est plus fait. Idem pour la politique visant à obliger les particuliers à le faire sur leur terrain : comme c'est contraignant, peu le font. Il y aurait pas mal de choses à faire, mais c'est une question de volonté politique et d'argent. Et comme il n'y a ni l'un ni l'autre... **Vincelemat 2**

Résultats relevés le 31 juillet à 11 heures. Votez, étayez vos points de vue et soutenez les meilleurs arguments sur marianne.net/espace-debat/debats

FALLAIT QUE ÇA SORTE

La loi sur l'eau... au service de la FNSEA

Bravo et merci pour cet article ! Enfin ! Ce que vous écrivez, je le pense et le dis depuis fort longtemps. Je crois d'ailleurs que nous n'avons pas besoin d'un ministre de l'Agriculture, le président de la FNSEA ferait très bien l'affaire. Cela aurait le mérite d'être clair. La FNSEA dicte sa loi depuis toujours. [...] Mon papa est décédé en 1996. Il était éleveur ovin. Avec d'autres éleveurs, ils avaient quitté la FNSEA et créé le Syndicat des éleveurs ovins dans les années 1970. **Marguerite Buis**

En réponse à notre article sur la pollution du canyoning

Les rivières ne sont parcourues en canyoning que sur une infime partie de leur distance. Je suis guide de canyon et notre impact est faible. Il y a des milliers de choses que fait l'homme et dont l'impact est beaucoup, beaucoup, plus grand. Celui du canyoning est évidemment négligeable. **Laurent Gahery**

Data centers ? Oui mais

Le développement de l'IA nécessite la construction de nouveaux data centers et une installation prévue dans la Drôme par la start-up Sesterce vient à juste titre de se faire retoquer. En effet, ces installations dégagent énormément de chaleur, ce qui nécessite un système de refroidissement, en l'occurrence l'eau du Rhône déjà utilisée pour refroidir les installations nucléaires bien présentes dans cette zone ! Or le réchauffement de l'eau de nos fleuves et rivières entraîne la mort de toute vie aquatique à cause de l'eutrophisation que cela provoque. Il est indispensable que ces installations soient équipées d'un système de refroidissement intégré et autonome. **Jean Munch**

Marianne

28, rue Broca, 75005 Paris
Tél : 01 53 72 29 00
Fax : 01 53 72 29 72.
MARIANNE publication hebdomadaire
éditée par CMI France.
Siège social : 92, avenue de France
75013 Paris. RCS PARIS B 324 286 319.

FONDATEURS :
Jean-François Kahn, Maurice Szafran
**PRÉSIDENTE ET DIRECTRICE
DE LA PUBLICATION :** Valérie Salomon
ÉDITEUR : Aaron Fonvieille-Buchwald

RÉDACTION
DIRECTEUR : Frédéric Taddei
**DIRECTRICE DE
LA RÉDACTION :** Ève Szeftel
**DIRECTEURS ADJOINTS
DE LA RÉDACTION :** Hadrien Mathoux,
Thibaut Solano
RÉDACTION EN CHEF :
Gaëlle Gauducheau (photo),
Kévin Boucaud-Victoire (débats-idées),
Mégane Chiechi (vidéo et réseaux
sociaux),
Franck Dedieu (économie, agora),
Ahmed El Keiy (monde),
Gaël Vaillant (web-actu)

CONSEILLER ÉDITORIAL :
Franck Dedieu
FRANCE :
Rachel Binhas, Étienne Campion,
Violaine des Courières, François Darras,
Laurence Dequay (grand reporter social),
Sébastien Grob, Emilien Hertement, Maël
Jouan, Aurore Malval (grand reporter),
Antoine Margueritte, Louis Nadau,
Marie-Estelle Pech
INVESTIGATION :
Emmanuel Lévy (grand reporter),
Laurent Valdigué (grand reporter)
CORRESPONDANTS :
Diane Cambon (Espagne), Ariel F.
Dumont (Italie), Fabien Perrier (Grèce),
Thomas Schnee (Allemagne)
ASSISTANTE : Elsa Bessot
JEUX : Jean-Paul Cordier
JOURNAL DES LECTEURS :
lecteurs@journal-marianne.com

RÉALISATION
ÉDITION : Christophe Barré (révision),
Julien Vallet (web)
MAQUETTE :
Yongjoo Kang, Christian Kuc,
Barbara Vial
PORTRAITS DES CHRONIQUEURS :
Seb Jarnot

**ADMINISTRATION
SERVICES GÉNÉRAUX :**
Marie Filipovic

**DIFFUSION
VENTE AU NUMÉRO :**
Julie Chahinian (directrice),
Nathalie Philippe
ABONNEMENTS :
Armelle Colin (directrice),
Marine Bobière (chef de produit)

ACPM Origine du papier Suède.
Taux de fibres recyclées 0 %.
Certification 100 % PEFC. Ptot 0,0054 kg/t.

SERVICE ABONNEMENTS : Pour nous contacter : 01 86 57 08 54
abonnements@journal-marianne.com
MARIANNE - Service abonnement - 60643 Chantilly Cedex

TARIFS ABONNEMENTS :
POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE :
Particuliers : 1 an (51 n° dont un double) 135 €.
POUR LA SUISSE : Asendia Press Edigroup S.A.,
chemin du Château Bloch 10, CH-1219 Le Lignon.
Tél : 022 860 84 01. abonne@edigroup.ch - 1 an (51 n°) CHF 225.
POUR LA BELGIQUE : Asendia Press Edigroup S.A.,
Bastion Tower Etage 20, place du Champ-de-Mars 5, 1050 Bruxelles.
Tél. : 070 233 304. abonne@edigroup.be -
1 an (51 n°) 159 €. Autres pays : nous consulter.

Ce numéro comporte une lettre de bienvenue et un courrier,
posés sur une sélection d'abonnés.

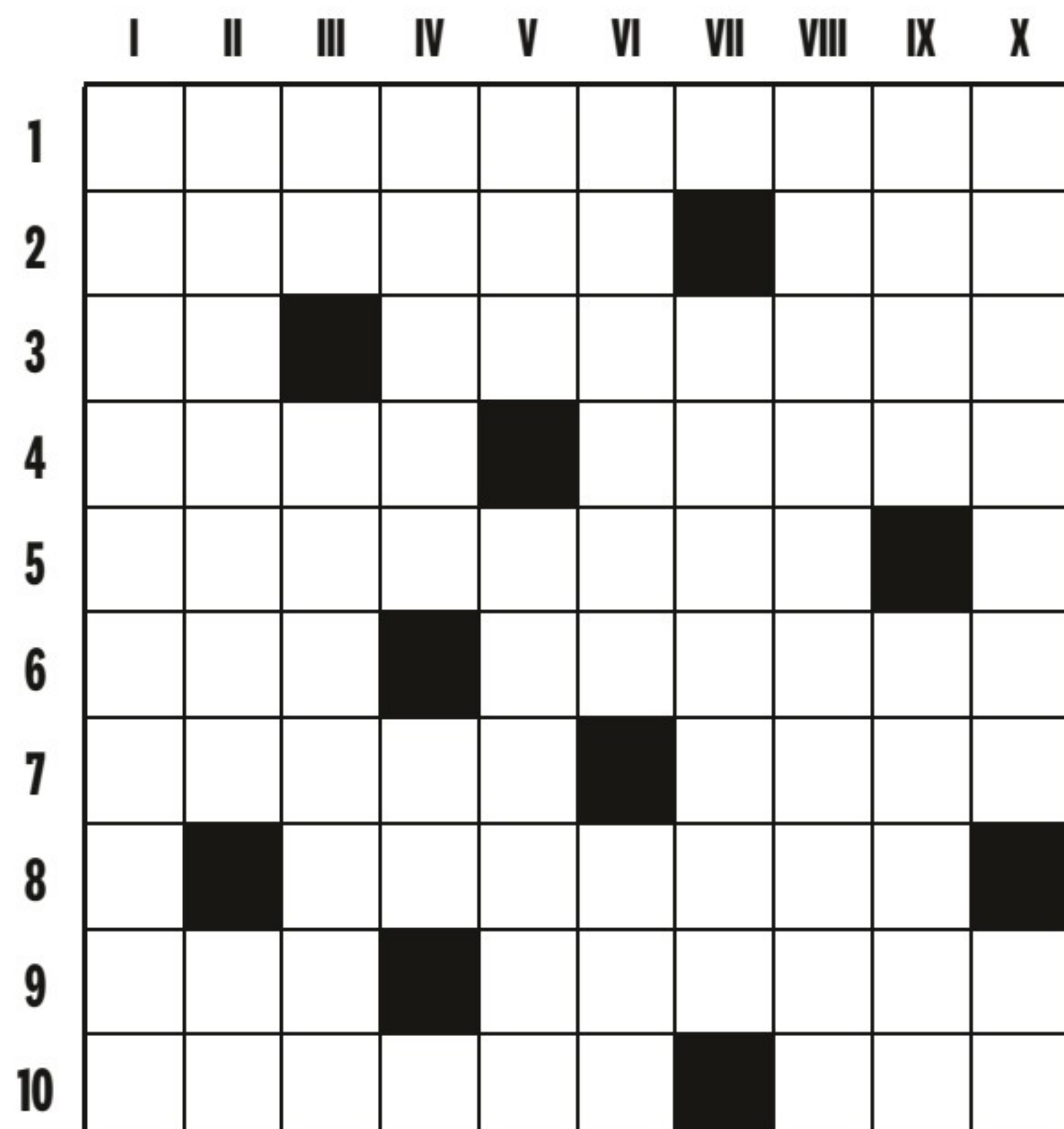
IMPRIMERIE :
Newsprint Lieusaint (77).
ISSN : 2425-4088 (imprimé) /
1286-4749 (en ligne)
N° CPPAP 1027 C 89227
Printed in France / Imprimé en France

PUBLICITÉ : MEDIAOBS
Sandrine Kirchthaler, Corinne Rougé
44, rue Notre-Dame-des-Victoires
75002 Paris. Tél : 01 44 88 93 70



À vous de jouer par Jean-Paul Vuillaume

Mots croisés



Horizontalement : 1. Restauratrice de quartier • 2. Un être complexe. Breton au Canada • 3. Mine de pierres précieuses. Pub des anciens • 4. Adapte des pièces. Prendre la mesure du vide • 5. Qui n'a pas de sens • 6. Dans le jeu et l'alcool. Partie de croquet • 7. Contributions directes. Envoyé sur les ondes • 8. Ramassées pour la forme • 9. Enregistrée dans le bagage. Portions de lieu • 10. Ça aide pour aller à la selle. Poste d'antiquaire.

Verticalement : I. Brave femme à cran • II. Ne va pas plus vite que la musique. Pas facile à prendre en contre • III. Pieuses initiales. Donner des signes • IV. Lacher le chien. Représente un tour • V. Bois en terrasse. Plein pot • VI. Un grand château. Des coups à aller au trou • VII. Voit loin dans ses projections • VIII. Séparation de corps • IX. Guide pour grimper. On ne se gêne pas de les prendre • X. Égarés par émotion. Littérature d'avenir.

Sudoku

			7	6		9		3
	3	9	1					
4		7						2
			6	8	3			
		6			5			
9	2	3	4					
						2	6	1
2	1	8						7
		5					4	

Mots fléchés

LA MEILLEURE PLACE	CONTEUR NOIR	AU NOM DE L'ÉGLISE	COLLÉE SERRÉE
DISTRIBUTEUR DE PIÈCES	D'ORIGINE LATINE	N'A PAS VU LE JOUR	GROSSES MOUCHES
DORMEUR EN COURS			A BIEN MARCHÉ
GARDÉ EN SOUVENIR			METTRE À FEU
MANIFESTE			ÉCARTEURS DE BLOC
MOT POUR DÉFENDRE		BRÛLE LA GORGE	
		N'A PLUS D'INTÉRÊT	
SA CLIENTÈLE MONTE			
NOTE OU ACCORD			
	C'EST COMME ÇA		
	ÉPOUSE D'OSIRIS		
TRAVAILLE À LA CHAÎNE			PETIT IF
PASSEREAU D'AFRIQUE			
ELLE DONNE LA PATTE		VICTIME D'UN SERPENT	
ENTOURÉS DE PRÈS			

Mots croisés

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
1	P	H	A	R	M	A	C	I	E	N
2	R	E	L	I	E	R		N	U	E
3	O	R		A	S	C	E	S	E	
4	S	O	I	N		A	N	I	S	A
5	P	I	N	T	A	D	E	S		B
6	E	N	A		V	E	R	T	E	S
7	R	E	P	L	I		V	E	X	E
8	I		T	I	S	S	E	R	I	N
9	T	I	E	D	E	U	R		L	T
10	E	S	S	O	R	E		T	E	E

Sudoku

5	8	6	2	9	7	1	3	4
1	4	2	6	3	5	8	7	9
9	7	3	1	8	4	6	2	5
4	5	1	8	7	2	3	9	6
2	3	7	9	4	6	5	8	1
6	9	8	3	5	1	7	4	2
3	2	5	7	1	9	4	6	8
8	6	4	5	2	3	9	1	7
7	1	9	4	6	8	2	5	3

SOLUTIONS du numéro 1533

Mots fléchés

	R		T		O		I
J	E	R	R	I	C	A	N
	P	A	O	N		C	S
D	E	L	I	C	A	T	E
	R	E	S	A	L	I	R
E	C	U		P	L	O	T
	U	R	B	A	I	N	
O	S		E	B	E	N	E
	S	A	R	L		A	S
L	I	E	G	E	O	I	S
	O	D	E		P	R	E
E	N	E	R	V	E	E	S



FRÉDÉRIC TADDEÏ

Arrêtons notre cinéma

Le Conseil constitutionnel doit se prononcer d'ici à quelques jours sur la loi créant un droit à l'aide à mourir votée par l'Assemblée nationale le 15 juillet. Les sages de la rue Montpensier vérifient que toutes ses dispositions sont conformes à la Constitution. La question que je me pose est plus métaphysique : cette loi est-elle conforme aux films qui l'ont inspirée ? Car si la littérature romanesque a mis le suicide à l'honneur, des *Souffrances du jeune Werther* au *Feu follet*, en passant par *Madame Bovary*, *Anna Karénine*, les *Démons* ou *Martin Eden*, c'est le cinéma qui s'est chargé de populariser le suicide assisté et l'euthanasie.

Avoir raison d'interdits religieux aussi anciens ne s'est pas fait en un jour. Le suicide était un péché mortel (notre vie ne nous appartenait pas, elle appartenait à Dieu), il est resté longtemps puni par la loi (la France l'a dépénalisé en 1791, l'Angleterre, en 1961, l'Inde, en 2024, il n'y a plus qu'une vingtaine de pays où il est passible des tribunaux). Les écrivains ont tout de même réussi à en faire une interrogation personnelle, ne regardant ni la famille ni la société : ma vie vaut-elle la peine d'être vécue ? Quant au suicide assisté et à l'euthanasie, même camouflés sous une appellation charitable, l'« aide à mourir », ils bafouent l'un des commandements les mieux ancrés dans la conscience humaine : « Tu ne tueras point ». Le cinéma a donc dû déployer des trésors de diplomatie pour convaincre les spectateurs que les meurtres « par compassion » n'étaient pas vraiment des meurtres.

Combien de personnages réduits à l'état végétatif a-t-il fallu étouffer avec un oreiller avant d'y parvenir ? Jack Nicholson dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, Béatrice Dalle dans *37°2 le matin*, Emmanuelle Riva dans *Amour...* Combien de braves types recherchés par la police pour avoir tenté d'abrégier les souffrances de leur épouse agonisante ? Ray Milland dans *Espions sur la Tamise*, Fernandel dans *Meurtres ?* ou James Stewart dans *Sous le plus grand chapiteau du monde...* Combien de « coups de grâce » donnés à un camarade – ou à un adversaire – implorant que l'on mette fin à son calvaire ? Steve McQueen tue son aide-mécanicien chinois supplicié par la foule dans *la Canonnière du Yang-Tsé*. Jean-Pierre Cassel, dans *l'Armée des ombres*, fait cadeau de sa pilule de cyanure à son compagnon de cellule torturé par la Gestapo. Matthew Modine abrège les derniers instants d'une jeune Viêt-cong mortellement blessée dans *Full Metal Jacket*. À la fin de *Terminator 2*, le Terminator explique qu'il ne peut pas s'autodétruire et demande à Sarah Connor de le descendre dans l'acier en fusion... Cette euthanasie de champs de

bataille a fini par être transposée dans l'univers feutré du milieu hospitalier. C'était le seul moyen d'emporter l'adhésion de monsieur et madame Tout-le-Monde, partisans de la mort douce. Dans *le Patient anglais*, Ralph Fiennes pousse ses ampoules de morphine vers Juliette Binoche. L'infirmière accepte de lui injecter une dose mortelle. Dans *Million Dollar Baby*, Clint Eastwood coupe le respirateur de Hilary Swank devenue tétraplégique. Dans *Tout s'est bien passé*, André Dussollier, victime d'un AVC, demande à sa fille, interprétée par Sophie Marceau, de l'aider à mourir...

La loi Claey-Leonetti de 2016 sort tout droit du Grand Bleu.

Jean-Marc Barr n'achève pas Jean Reno au sens classique du terme – il ne le tue pas –, mais il cesse de le maintenir à la surface, il accepte son désir de mourir et le laisse couler. Ce qui a donné la sédation profonde et continue. La loi sur l'aide à mourir s'inspire de *On achève bien les chevaux*, qui est, comme son titre l'indique, une allégorie de l'euthanasie, et de *Soleil vert*, où est représenté pour la première fois un service public du suicide assisté. Dans *On achève bien les chevaux*, Jane Fonda n'a pas la force de se tirer une balle de revolver dans la tête, elle demande à son partenaire de le faire pour elle. Dans *Soleil vert*, Edward G. Robinson se rend volontairement au « thanatorium » ; il signe, s'allonge, puis contemple des images apaisantes accompagnées de musique classique en

La loi sur l'aide à mourir est beaucoup plus restrictive que ce que le cinéma nous a fait miroiter. Même le patient anglais serait renvoyé à son lit de douleur.

absorbant la potion létale. Bon, dans ce film de 1973, son copain Charlton Heston finit par s'apercevoir que les cadavres des personnes euthanasiées servent à fabriquer l'aliment de synthèse qui permet de nourrir la population... Mais cette histoire d'anthropophagie reflète avant tout l'inquiétude que suscitait à l'époque l'institutionnalisation de l'euthanasie. Un demi-siècle plus tard, les mentalités ont évolué. Les gens veulent du concret. Et c'est là que le bât blesse. La loi adoptée le 15 juillet est beaucoup plus restrictive que ce que le cinéma nous a fait miroiter. Les candidats devront remplir des conditions tellement drastiques qu'Edward G. Robinson et André Dussollier seraient immédiatement recalés (pas d'affection « grave et incurable »), Jane Fonda aussi (elle n'est pas « physiquement incapable » d'accomplir le geste elle-même), ainsi que Jack Nicholson, Béatrice Dalle, Emmanuelle Riva et Hilary Swank (pas de consentement « libre et éclairé »). Même le patient anglais, qui n'est pourtant plus qu'une plaie, serait renvoyé à son lit de douleur (il n'est pas en phase terminale et « la souffrance psychologique seule ne peut en aucun cas permettre de bénéficier de l'aide à mourir »)... Il fallait s'y attendre. Le cinéma est « bigger than life ». La loi, c'est l'inverse... 

Plus de fréquences FM, c'est plus d'auditeurs bien informés.

En ce moment

près de 11 000 nouvelles communes
accèdent à franceinfo.

Et pour les auditeurs déjà fidèles,
certaines fréquences changent.

RETROUVEZ VOTRE
FRÉQUENCE ICI



radiofrance.com/frequences

Appelez-nous au
01 86 86 20 30

Service gratuit + prix d'un appel

franceinfo:

Retardez les “C’est-quand-qu’on-arrive ?”



Avec une Game Boy Color reconditionnée
par des Pros. 12 mois de garantie commerciale.*

 **Back Market**

* Garantie commerciale complémentaire aux garanties légales de conformité et des vices cachés applicables.
Informations sur les garanties légales : backmarket.fr/fr-fr/legal/terms-of-sale